

438
**Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!**

LA LUTTE DE CLASSES



**Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste**

*section française de l'opposition
communiste de gauche internationale*

NUMÉRO 45

DÉCEMBRE 1932

PRIX : 2 FRANCS

AU SOMMAIRE

■ ■

L. TROTSKY : Le parti, les syndicats, et l'unité ouvrière.

L. TROTSKY : Les staliniens prennent des mesures. (A propos de l'exclusion de Zinoviev et Kaménev).

Lettres d'U.R.S.S.

Lettres de Shanghaï.

III^e Congrès de l'Internationale Communiste : Thèses sur la tactique (Juillet 1921).

Compte
chèque postal
P. Frank 136-855

LA LUTTE DE CLASSES

23, RUE DES VINAIGRIERS

Abonnements:
pour un an - - 20 fr.
pour 6 mois - - 10 »
pour 3 mois - - 5 »

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale.

LA VÉRITÉ

Compte chèque : P. FRANK 136-855

JOURNAL HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

23, RUE DES VINAIGRIERS

Abonnements : pour un an 20 francs
pour 6 mois 10 fr.; pour 3 mois 5 frs.

Vient de paraître

LA SEULE VOIE

PAR

L. TROTSKY

EN VENTE A « LA VERITE », 11, RUE DES ENVIERGES (20°) 1 fr. 50

La Lutte de Classes

Revue théorique mensuelle de la Ligue Communiste (Opposition)

NUMERO 45

SOMMAIRE :

DECEMBRE 1932

L. Trotsky: Le parti, les syndicats, et le problème de l'unité ouvrière. — *L. Trotsky*: Les staliniens prennent des mesures (A propos de l'exclusion de Zinoviev et Kamenev).

— Lettres d'U.R.S.S. — Lettres de Shanghai. — Le III^e Congrès de l'Internationale Communiste: Thèses sur la tactique (Juillet 1921). — Note de la Rédaction.

Le parti, les syndicats, et le problème de l'unité ouvrière

Notre éditorial devait être consacré au problème de l'unité ouvrière, qui est actuellement soulevé devant le parti, et qui est résolu par lui d'une façon tout à fait fautive, ainsi que le montre la conférence de M. Thorez, publiée en brochure : « Sur le Chemin de l'Unité. »

Ce problème est capital. Il met directement en cause tout l'avenir du communisme, du parti communiste. C'est pourquoi nous avons pensé que le mieux pour ouvrir cette discussion était de republier un article du camarade Trotsky, écrit comme « contribution à la discussion sur l'unité syndicale », qui avait été renouvelée par le groupe des 22, Monatte-Dumoulin et leurs amis. Cet article parut dans la Vérité du 17 avril 1931, et sa réimpression ici, dans les circonstances présentes, sera certainement bien accueillie par tous. Il répond admirablement aux questions soulevées à l'époque par l'opposition de gauche, mais devant lesquelles le parti restait muet : il s'agit du front unique et de l'unité syndicale.

Aujourd'hui, et pour une large part grâce à notre tenace propagande, ces questions viennent au premier plan des préoccupations de tous les membres du parti. Mais la direction centrisme y répond dans un esprit à la fois confus, opportuniste (Amsterdam) et bureaucratique-sectaire (refus de l'unité syndicale avec la C.G.T.).

L'article du camarade Trotsky balaie ces confusions. Chaque lecteur s'en convaincra. Dans le prochain numéro, nous continuerons la discussion sur ce problème capital.

La question de l'unité des organisations ouvrières n'a pas de solution unique, convenant pour toutes les formes de l'organisation et pour toutes les conditions.

La question se résout le plus catégoriquement pour le Parti. Son indépendance complète est la condition élémentaire de l'action révolutionnaire. Mais même ce principe ne donne pas par avance une réponse toute faite aux questions : quand et à quelles conditions faut-il faire la scission ou, au contraire, l'unité avec un courant politique voisin ? De telles questions sont résolues chaque fois sur la base d'une analyse concrète des tendances et des conditions politiques. Le critère, le plus élevé reste, en tout cas, la nécessité pour l'avant-garde du prolétariat organisé, le Parti, de conserver sa pleine indépendance et son auto-

mie, sur la base d'un programme d'action défini.

Mais précisément une telle solution de la question quant au parti, non seulement admet mais, en règle générale, rend indispensable une attitude tout à fait autre quant à la question de l'unité des autres organisations de masse de la classe ouvrière : syndicats, coopératives, soviets.

Chacune de ces organisations a ses tâches et des méthodes de travail propres et, dans certaines limites, indépendantes. Pour le Parti communiste, toutes ces organisations sont tout d'abord l'arène de l'éducation révolutionnaire des larges couches ouvrières et du recrutement des ouvriers avancés. Plus grandes sont les masses dans l'organisation donnée et plus larges sont les possibilités qu'elle

fournit à l'avant-garde révolutionnaire. Voilà pourquoi, en règle générale, ce n'est pas l'aile communiste, mais l'aile réformiste qui prend l'initiative de la scission des organisations de masse.

Il suffit d'opposer la conduite des bolcheviks en 1917 à celle de trade-unions britanniques pendant les dernières années. Les bolcheviks non seulement restaient avec les menchéviks dans les syndicats communs, mais ils toléraient dans certains syndicats une direction menchéviste, même après la révolution d'octobre bien que, dans les soviets, les bolcheviks avaient une majorité écrasante. Au contraire, les trade-unions britanniques sur l'initiative des travaillistes, chassent les communistes, non seulement du parti, mais dans la mesure du possible, même des trade-unions.

En France la scission dans les syndicats a aussi été la conséquence de l'initiative des réformistes, et ce n'est pas par hasard que l'organisation syndicale révolutionnaire, forcée de mener une existence indépendante, a pris le nom d'unitaire.

Est-ce que nous exigeons aujourd'hui que les communistes quittent les rangs de la C. G. T. ? Aucunement. Au contraire : il faut renforcer l'aile révolutionnaire de la Confédération de Jouhaux. Mais par cela même nous montrons que la scission de l'organisation syndicale n'est dans aucun cas pour nous une question de principe. Toutes ces objections principielles, ultra-gauchistes qu'on peut formuler contre l'unité syndicale, s'appliquent tout d'abord à la participation des communistes dans les syndicats réformistes, qui est une tâche extrêmement importante. Une des tâches de ces fractions doit être la défense de la C.G.T.U. devant les membres des syndicats réformistes. Cela ne peut être résolu qu'en démontrant que les communistes ne veulent pas la scission des syndicats, mais au contraire qu'ils sont prêts à tout moment à rétablir l'unité syndicale.

Si l'on admet pour un moment que la scission des syndicats est imposée par le devoir des communistes d'opposer une politique révolutionnaire à celle des réformistes, alors on ne peut pas se limiter à la France seule; il faut exiger que les communistes, indépendamment du rapport des forces, rompent avec les syndicats réformistes et constituent également leurs propres syndicats en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc... Dans certains pays, les partis communistes ont en effet pris ce chemin. Dans des cas particuliers, les réformistes ne laissent en effet pas d'autre issue. Dans d'autres cas, les communistes commettent une erreur manifeste, en tombant dans la provocation des réformistes. Mais, jusqu'à présent, les communistes n'ont jamais et nulle part motivé la scission des syndicats par l'inadmissibilité principielle de travailler avec les réformistes dans les organisations de masses prolétariennes.

Sans nous arrêter à l'organisation coopéra-

tive, dont l'expérience n'ajoutera rien d'essentiel à ce qui est dit ci-dessus, nous prendrons comme exemple les soviets.. Cette organisation surgit dans une période historique des plus révolutionnaires, lorsque tous les problèmes se posent sur le tranchant du couteau. Peut-on pourtant se représenter, ne fût-ce que pour un instant, la création de soviets social-démocrates ? Cela signifierait tuer l'idée même des soviets. Au début de 1917, les bolcheviks sont restés dans les soviets en tant que minorité insignifiante. Pendant des mois — et dans une période où les mois comptaient pour des années, sinon pour des décades, ils ont toléré que dans les comités d'usine, ils représentaient une certaine partie de la classe ouvrière. Ce ne fut que lorsque les menchéviks se furent définitivement compromis et isolés en se transformant en une clique que les soviets les jetèrent hors de leur sein.

En Espagne où, dans un avenir proche, le mot d'ordre des soviets pourrait déjà être mis pratiquement à l'ordre du jour, la création même des soviets (juntas), à la condition d'une initiative énergique et hardie des communistes — n'est pas à concevoir autrement que par la voie d'un accord organisationnel technique avec les syndicats et les socialistes sur le mode et le délai d'élection des députés ouvriers. Mettre en avant, dans ces conditions, l'idée de l'inadmissibilité du travail avec les réformistes dans les organisations de masses aurait été une des formes les plus désastreuses du sectarisme.

♦♦♦

Comment donc concilier une telle attitude de notre part envers les organisations prolétariennes dirigées par les réformistes, avec notre appréciation du réformisme, comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste. Cette contradiction n'est pas formelle, mais dialectique, c'est-à-dire découlant de la marche même de la lutte des classes. Une partie considérable de la classe ouvrière (sa majorité dans une série de pays) rejette notre appréciation du réformisme; dans d'autres pays, elle n'a même pas encore abordé cette question. Tout le problème consiste précisément à amener ces masses à des conclusions révolutionnaires sur la base de notre expérience commune avec elles. Nous disons aux ouvriers non communistes et anti-communistes : « Vous croyez encore aujourd'hui aux chefs réformistes que nous considérons comme des traîtres. Nous ne pouvons ni ne voulons vous imposer par force nos points de vue. Nous voulons vous convaincre. Essayons donc de lutter ensemble et d'examiner les méthodes et les résultats de ces luttes. » Cela signifie : pleine liberté des groupements au sein des syndicats unifiés où la discipline syndicale existe pour tous.

Une autre position principielle ne peut nullement être proposée.

La C. E. de la Ligue met actuellement à juste titre, la question du front unique au premier plan. C'est ainsi seulement qu'on peut empêcher les réformistes et surtout leur agence gauche, les Monattistes, d'opposer aux tâches pratiques de la lutte de classes, le motif d'ordre formel d'unité. Vassart, comme contrepoids à la ligne officielle stérile, a mis en avant l'idée du front unique avec les organisations syndicales locales. Cette manière de poser la question a ceci de vrai que, pendant des grèves locales, il arrive d'avoir surtout à faire avec des syndicats locaux et avec des fédérations particulières. Il est également vrai que les chaînons d'en bas de l'appareil réformiste sont plus sensibles à la pression des ouvriers. Mais il serait faux de faire une différence principielle quelconque entre les accords avec les opportunistes locaux et ceux avec leurs chefs. Tout dépend des conditions du moment, de la force de pression des masses, et du caractère des tâches qui sont à l'ordre du jour.

Il s'entend de soi-même que nous ne posons aucunement l'accord avec les réformistes soit localement, soit centralement comme condition indispensable et préalable de la lutte dans chaque cas particulier. Nous ne nous orientons pas d'après les réformistes, mais d'après les circonstances objectives et l'état d'esprit des masses. De même, quant au caractère des revendications minima. Les masses ouvrières ne se lèveront pas pour la lutte au nom de revendications qui leur sembleraient fantasmagiques. Mais d'autre part, si les revendications sont d'avance trop restreintes, alors les ouvriers peuvent se dire : « Le jeu n'en vaut pas la chandelle ».

La tâche ne consiste pas à proposer chaque fois formellement aux réformistes le front unique, mais à le leur imposer à des conditions qui répondent le plus possible à la situation. Tout cela exige une stratégie active et manœuvrière. Toutefois, il est incontestable que c'est notamment et seulement par cette voie que la C. G. T. U. peut jusqu'à un certain point adoucir les conséquences de la scission des masses entre les deux organisations syndicales, rejeter la responsabilité de la scission sur ceux à qui elle incombe véritablement et mettre en avant ses propres positions de lutte.

La particularité de la situation en France présente cette circonstance que deux organisations syndicales y existent séparément depuis quelques années. En présence des reflux du mouvement pendant les dernières années, on s'est habitué à la scission, bien souvent on l'a tout simplement oubliée. Cependant on pouvait prévoir que la ranimation dans les rangs de la classe ouvrière ferait revivre infailliblement le mot d'ordre de l'unité de l'organisation syndicale. Si l'on tient compte que plus des 9/10 du prolétariat français se trouvent hors des syndicats, il devient clair que cette

ranimation s'accroissant, la pression des inorganisés augmentera. Le mot d'ordre de l'unité n'est autre chose qu'une des premières conséquences de cette pression. Par une juste politique, cette pression doit être en faveur du P. C. et de la C. G. T. U.

Si pour la période la plus proche, une politique active du front unique est la méthode principale de la stratégie syndicale des communistes français, ce serait néanmoins une erreur complète d'opposer la politique du F.U. à celle de l'unité de l'organisation syndicale.

Il est tout à fait incontestable que l'unité de la classe ouvrière ne pourra être réalisée que sur une base révolutionnaire. La politique du F. U. est un des moyens de libération des ouvriers de l'influence réformiste et même en fin de compte à l'unité véritable de la classe ouvrière. Nous devons inlassablement expliquer cette vérité marxiste aux ouvriers avancés. Mais une perspective historique, même la plus juste, ne peut pas remplacer l'expérience vivante des masses. Le parti est l'avant-garde, mais dans son travail, surtout syndical, il doit pouvoir se pencher vers l'arrière-garde. Il doit, en fait, démontrer aux ouvriers — une, deux et même dix fois s'il le faut — qu'il est prêt à n'importe quel moment à les aider à reconstituer l'unité de l'organisation syndicale. Et dans ce domaine, nous restons fidèles aux principes essentiels de la stratégie marxiste : la combinaison de la lutte pour les réformes avec la lutte pour la révolution.

Quelle est aujourd'hui l'attitude des deux confédérations syndicales envers l'unité? Aux larges milieux d'ouvriers, elle doit paraître tout à fait identique. En vérité, les couches administratives des deux organisations ont déclaré que l'unification ne peut être conçue que « par en bas » sur la base des principes de l'organisation donnée. En se couvrant du mot d'ordre de l'unité par en bas, emprunté à la C. G. T. U., la confédération réformiste exploite l'oubli de la classe ouvrière et l'ignorance de la jeune génération qui ignore complètement l'œuvre scissionniste de Jouhaux, Dumoulin et Cie. En même temps, les monattistes aident Jouhaux en substituant aux tâches de combat du mouvement ouvrier le seul mot d'ordre d'unité syndicale. En qualité de courtiers honnêtes, ils dirigent tous leurs efforts contre la C. G. T. U. afin de détacher d'elle le plus grand nombre possible de syndicats, les groupes autour d'eux et entamer ensuite des pourparlers sur un pied d'égalité avec la confédération réformiste.

Pour autant que je puisse juger ici, d'après les matériaux que je possède, Vassart s'est prononcé pour que les communistes eux-mêmes mettent en avant le mot d'ordre d'un congrès d'unification des deux confédérations syndicales. Cette proposition fut catégoriquement rejetée, quant à son auteur, il fut accusé d'être passé sur la position de Monatte. Faute de données, je n'ai pas la possibilité de me prononcer à fond sur cette discussion. Mais je considère que les communistes français n'ont

aucune raison de renoncer au mot d'ordre d'un congrès de fusion. Au contraire.

Les Monattistes disent : « Les premiers aussi bien que les seconds, sont des scissionnistes. Nous seuls sommes pour l'unité. Ouvriers, soutenez-nous. » Les réformistes répondent : « Nous, nous sommes prêts à réaliser l'unité par en bas », c'est-à-dire que « nous » permettons généreusement aux ouvriers de rejoindre notre organisation. Que doit dire, à ce sujet, la confédération révolutionnaire ? « Ce n'est pas en vain que nous nous appelons confédération unitaire. Nous sommes prêts à réaliser l'unité de l'organisation syndicale même aujourd'hui. Mais pour cela les ouvriers n'ont nullement besoin de courtiers suspects qui n'ont derrière eux aucune organisation syndicale et qui se nourrissent de la scission, comme les vers d'une plaie purulente. Nous proposons de préparer et de convoquer dans un délai déterminé un congrès de fusion sur les bases de la démocratie syndicale ».

Cette manière de poser la question aurait immédiatement coupé l'herbe sous les pieds des monattistes, qui sont un groupement tout à fait stérile politiquement, mais qui sont capables d'apporter une grande confusion dans les rangs du prolétariat. Mais cette liquidation du groupe de courtiers ne coûtera-t-elle pas trop cher ? On objectera que, dans le cas où les réformistes consentiront à un congrès d'unité, les communistes y seraient en minorité et la C. G. T. U. aurait cédé la place à la C. G. T.

Une telle considération ne peut sembler persuasive qu'à un bureaucrate syndical de gauche qui lutte pour son « indépendance », tout en perdant de vue les perspectives et les tâches du mouvement entier. L'unité des deux organisations syndicales, même si l'aile révolutionnaire reste provisoirement une minorité, s'avèrerait dans un court laps de temps favorable précisément au communisme, et seulement au communisme. L'unité de la Confédération entraînerait de suite une grande influence de nouveaux membres. Grâce à cela, l'influence de la crise se refléterait au sein des syndicats d'une façon plus profonde et plus décisive pour la conquête de la confédération unifiée. Préférer une majorité assurée, dans une organisation syndicale étroite et isolée, au travail oppositionnel dans une large et véritable organisation de masse, seuls des sectaires ou des fonctionnaires, mais non des révolutionnaires prolétariens le peuvent.

Pour un marxiste qui réfléchit, il est tout à fait évident qu'une des raisons qui ont contribué aux fautes monstrueuses de la direction de la C. G. T. U. était due à cette situation où des gens tels que Moumousseau, Semard et autres, sans préparation théorique et sans expérience révolutionnaire, se sont immédiatement avérés comme les « maîtres » d'une organisation indépendante et avaient, par conséquent, la possibilité de faire sur elle des expériences sous les ordres de Losovsky, Manouïlsky et Cie. Il est incontestable que si les

réformistes n'étaient pas parvenus autrefois à scissionner la confédération, Moumousseau et Cie auraient dû compter avec de plus larges masses. Ce seul fait aurait discipliné leur aventurisme bureaucratique. Voilà pourquoi les avantages de l'unité auraient été actuellement incommensurablement plus grands que les désavantages. Si, au sein de la confédération unifiée, embrassant environ un million d'ouvriers, l'aile révolutionnaire reste pendant un ou deux ans une minorité, ces deux années auraient été incontestablement plus fructueuses pour l'éducation non seulement des communistes-syndicalistes, mais pour le parti tout entier, que cinq de zig-zags « indépendants » dans la C. G. T. U. s'affaiblissant de plus en plus.

Non, ce n'est pas nous, mais les réformistes qui doivent craindre l'unité syndicale. S'ils consentent à un congrès d'unité — non en paroles, mais en fait — cela créerait la possibilité de sortir le mouvement ouvrier en France de l'impasse. Mais c'est justement pour cela que les réformistes n'y consentiront pas.

Les conditions de crise créent pour les réformistes les plus grandes difficultés, en premier lieu dans le domaine syndical. C'est pourquoi ils ont tellement besoin de s'abriter sur leur flanc gauche ; ce sont les courtiers de l'unité qui leur offrent cet abri. Démasquer le travail scissionniste des réformistes et le parasitisme des monattistes est actuellement une des tâches très importantes et indispensables. Le mot d'ordre du congrès d'unité peut bien contribuer à la solution de cette tâche. Lorsque les monattistes parlent de l'unité, ils dirigent ce mot d'ordre contre les communistes ; lorsque la C. G. T. U. proposera elle-même une voie à l'unité, elle portera un coup mortel aux monattistes et affaiblira les réformistes. N'est-ce vraiment pas clair ?

Il est vrai que nous savons d'avance que, grâce à la résistance des réformistes, le mot d'ordre d'unité ne donnera pas actuellement les grands résultats qu'on aurait obtenu dans le cas d'une véritable unité des organisations syndicales. Mais un résultat plus restreint, à condition d'une juste politique des communistes, sera sans doute atteint. Les larges masses ouvrières verront, en réalité, qui est pour l'unité, qui est contre, et se convaincront qu'on a aucun besoin du service des courtiers. Il n'y a aucun doute qu'en fin de compte les monattistes seront réduits à néant, la C.G.T.U. se sentira plus forte, et la C. G. T. plus faible et plus instable.

Mais s'il en est ainsi, la chose se réduirait donc non plus à la réalisation d'une unité effective, mais seulement à une manœuvre ? Cette objection ne peut pas nous effrayer. C'est ainsi notamment que les réformistes apprécient toute notre politique de F. U. : ils déclarent que nos propositions sont une manœuvre, uniquement parce que eux-mêmes ne veulent pas mener la lutte.

Il serait tout à fait faux de faire une différence principale quelconque entre la politi-

que du F. U. et celle de la fusion des organisations syndicales. Pourvu que les communistes gardent la pleine indépendance de leur parti, de leur fraction dans les syndicats et de toute leur politique, la fusion des confédérations n'est autre chose qu'une forme de la politique de F. U., forme plus prolongée, plus large. En rejetant notre proposition, les réformistes la transforment en une « manœuvre ». Mais de notre part, c'est une manœuvre légitime et indispensable, ce sont de telles manœuvres qui instruisent les masses ouvrières.

La C. E. de la Ligue, nous le répétons encore une fois, a tout à fait raison lorsqu'elle répète instamment qu'on ne peut pas ajourner l'unité d'action jusqu'à l'unification des organisations syndicales. Cette pensée doit être comme auparavant développée, expliquée et appliquée pratiquement. Mais cela n'exclut pas le devoir de poser hardiment à un moment déterminé, bien choisi, la question de la fusion des confédérations (ou même des fédérations particulières).

Toute la question consiste à savoir si la direction communiste est maintenant capable d'effectuer une manœuvre aussi hardie. L'avenir le démontrera. Mais si le parti et la direction de la C. G. T. U. refusent aujourd'hui de donner suite au conseil de la Ligue — ce qui est plus que probable — il se peut bien qu'ils soient obligés de le suivre demain. Il est superflu d'ajouter que nous ne faisons pas un fétiche de l'unité syndicale. Nous n'ajournons aucune question de combat jusqu'à l'unité. Il ne s'agit pas pour nous d'une panacée, mais d'une leçon de choses particulière et importante qu'il faut enseigner aux ouvriers qui avaient oublié ou ignoré le passé.

Pour la participation au congrès d'unité nous ne posons, bien entendu, aucune condition de principe.

Quand les courtiers de l'unité, qui n'ont pas honte des phrases à bon marché, disent que la Confédération unifiée doit se baser sur le principe de la lutte de classes, etc., ils font alors, dans l'intérêt des opportunistes, de l'équilibrisme verbal. Comme si un homme sérieux pouvait demander à Jouhaux et Cie de se mettre, au nom de l'unité avec les communistes, sur la voie de la lutte de classes à laquelle ces messieurs ont consciemment renoncé au nom de l'unité avec la bourgeoisie. Et qu'entendent-ils précisément, ces courtiers même, tous ces Monatte, Ziromski et Dumoulin, par la « lutte de classes ? ». Non, nous sommes prêts, à chaque moment, à nous mettre sur le terrain de l'unité syndicale. non pour « corriger » (avec le secours de formules de charlatans), les mercenaires du capital, mais afin d'arracher les ouvriers hors de leur influence de traîtres. Les seules conditions que nous posons ont un caractère de garantie orga-

nisationnelle de la démocratie syndicale, tout d'abord de la liberté de critique pour la minorité, bien entendu, à la condition qu'elle se soumette à la discipline syndicale. Nous ne demandons rien d'autre et quant à nous, nous ne promettons rien de plus.

Imaginons-nous que le Parti, bien que pas tout de suite, suive notre conseil, comment devrait agir le comité central? Il serait tout d'abord obligé de préparer soigneusement au sein du Parti le plan de la campagne, de l'examiner dans toutes les fractions syndicales, conformément aux conditions syndicales locales, afin que le mot d'ordre d'unité puisse être effectivement dirigé simultanément par en haut et par en bas. Seulement, après une préparation et une élaboration soignée, après avoir éliminé tous les doutes et tous les malentendus dans ses propres rangs, la direction de la Confédération unitaire s'adresse à la direction de la Confédération réformatrice avec des propositions concrètement élaborées : créer une commission paritaire pour la préparation, dans un délai de deux mois par exemple, du Congrès syndical d'unification, auquel toutes les organisations syndicales du pays devront avoir accès. Simultanément à cela, les organisations locales unitaires s'adressent aux organisations locales réformatrices avec la même proposition, formulée avec précision et concrètement.

Le P. C. déploie une large agitation dans le pays, en soutenant et en expliquant un certain temps, concentrée sur cette simple idée, que les communistes proposent de réaliser immédiatement l'unité organisationnelle des organisations syndicales. Quelle que soit l'attitude des réformistes, quelles que soient les ruses auxquelles ils vont recourir, les communistes sortiront avec profit de cette campagne, même si celle-ci ne se réduit, pour la première fois, qu'à une démonstration.

La lutte sous le signe du F. U. ne cesse, pendant ce temps-là, pas une seule minute. Les communistes continuent à attaquer les réformistes en province et dans le centre, en s'appuyant sur l'activité croissante des ouvriers, en renouvelant toutes les offres d'action combative sur la base de la politique du F. U., en démasquant les réformistes, en renforçant ses propres rangs, etc... Et il peut bien arriver que dans six mois, dans un an ou dans deux ans, les communistes soient obligés de répéter à nouveau leur proposition de fusion des confédérations syndicales et, par cela, mettre les réformistes dans une situation plus difficile encore que la première fois.

La vraie politique bolcheviste doit précisément avoir ce caractère à la fois d'offensive, de hardiesse et de manœuvre. C'est seulement par cette voie qu'on peut sauvegarder le mouvement de la stagnation, l'épurer des formations parasitaires et accélérer l'évolution de la classe ouvrière vers la révolution.

La leçon proposée ci-dessus n'a son sens et ne peut réussir que si l'initiative en sort de la C. G. T. U. et du Parti communiste. La tâche de la Ligue ne consiste pas, bien entendu, à mettre en avant d'une manière indépendante le mot d'ordre du Congrès d'unité, en s'opposant à la confédération unitaire comme à la confédération réformiste. La tâche de la Ligue est de pousser le parti officiel et la C. G. T. U. sur la voie d'une politique hardie de F. U. et de les inciter — sur la base

de cette politique, à effectuer dans un moment propice — et dans l'avenir il y aura beaucoup de ces moments — une offensive décisive en faveur de la fusion des organisations syndicales.

Pour remplir sa tâche envers le Parti, la ligue doit, c'est son premier devoir, aligner ses propres rangs dans le domaine du mouvement syndical. C'est une tâche qui ne peut être ajournée. Elle doit être et elle sera résolue.

L. TROTSKY.

Note de la Rédaction

ERRATUM : Nous nous excusons pour une série d'erreurs de traduction et de coquilles qui ont défiguré le travail du cam. Trotsky paru dans le précédent numéro : « L'économie soviétique en danger ».

Ainsi, page 1, col. 2. Au lieu de : *Oustric*, lire : *Wall-Street*.

Page 1, col. 2. Au lieu de : *leur satisfaction personnelle*, lire : *leur satisfaction spirituelle*.

Page 1, col. 2. Après : *... sont très fragiles*, ajouter : *on ne peut se fier à ceux qui ont besoin d'illusions pour nourrir leurs sympathies*.

Page 1, col. 2. Au lieu de : *indirectement hostiles...* lire : *profondément hostiles...*

Page 2, col. 1. Au lieu de : *...ne sont pas aussi bêtes que les contradictions qu'ils renferment*, lire : *sont si bêtes qu'ils portent en eux leur contre-poison*.

Page 3, col. 2. En haut, au lieu de : *3.000 tonnes*, lire : *30.000 tonnes*.

Page 3, col. 2. En bas, au lieu de : *2.700 chevaux*, lire : *27.000 chevaux*.

Page 4, col. 1. Au lieu de *6 %*, lire : *60 %*.

Le texte contient en outre une série d'inexactitudes de traduction que nous réparerons lors d'une prochaine édition.

Ajoutons que nous avons pris les précautions nécessaires pour qu'à l'avenir les textes soient convenablement traduits du russe avant d'être publiés dans nos colonnes.

Le retard apporté à la publication de ce numéro de Décembre 1933 ne nous empêchera pas de poursuivre régulièrement notre parution mensuelle. Le prochain numéro, daté Janvier, paraîtra à la fin du mois.

Les staliniens prennent des mesures

(A propos de l'exclusion de Zinoviev et Kaménev)

Le télégraphe et la T.S.F. ont répandu dans le monde entier la nouvelle que Zinoviev et Kaménev ont été exclus du Parti communiste de l'U.R.S.S., en même temps qu'une vingtaine de bolchéviks. D'après le communiqué officiel, les exclus auraient soi-disant cherché à restaurer le capitalisme dans l'Union soviétique. L'importance politique de cette nouvelle répression est par elle-même considérable. Comme symptôme sa valeur est immense.

Pendant des années, Zinoviev et Kaménev ont été les proches disciples et collaborateurs de Lénine. Mieux que quiconque, Lénine connaissait leurs côtés faibles; mais il savait utiliser leurs côtés forts. Dans son « Testament », si prudent de ton, où l'éloge et le blâme sont dans une égale mesure atténués afin de ne pas trop renforcer les uns et affaiblir les autres, Lénine crut nécessaire de rappeler au Parti que la conduite de Zinoviev et de Kaménev au moment de la révolution d'octobre « ne fut pas accidentelle ». Les événements ultérieurs devaient ne confirmer que trop nettement ces paroles. Cependant, le rôle que Zinoviev et Kaménev remplirent dans le Parti de Lénine ne fut pas non plus accidentel. Et leur exclusion actuelle remet en mémoire leur rôle ancien et non accidentel.

Zinoviev et Kaménev étaient membres du Bureau politique qui, sous Lénine, dirigeait les destinées du Parti et de la révolution. Zinoviev était président de l'Internationale Communiste. Avec Rykov et Tsouroupa, Kaménev, dans la dernière période de la vie de Lénine, remplaça celui-ci dans les fonctions de président du Conseil des commissaires du peuple. Après la mort de Lénine, Kaménev présida le Bureau politique et le Conseil du Travail et de la Défense, la plus haute instance économique du pays.

En 1923, Zinoviev et Kaménev ouvrirent la campagne contre Trotsky. Au début de la lutte, ils n'eurent qu'une très faible idée de ses conséquences, ce qui, évidemment, ne témoigne pas en faveur de leur clairvoyance politique. Zinoviev est surtout un agitateur d'un talent exceptionnel, mais il n'est guère que cela. Kaménev est « un politique intelligent »,

selon la définition de Lénine, mais sans grande voloné et s'adaptant trop facilement aux milieux intellectuels, à tendances intellectuelles petites-bourgeoises, et bureaucratiques.

Le rôle de Staline dans cette lutte eut un caractère beaucoup plus organique. Un esprit provincial petit-bourgeois, un manque de préparation théorique, une méconnaissance de l'Europe, un horizon borné — voilà ce qui caractérisait Staline, malgré son bolchévisme. Son hostilité au « trotskysme » avait des racines beaucoup plus profondes que chez Zinoviev et Kaménev. Et depuis longtemps elle cherchait une expression politique. Incapable de généralisations théoriques, Staline stimula tour à tour Zinoviev, Kaménev, Boukharine et tria dans leurs discours et articles ce qui lui parut le plus conforme à ses fins.

La lutte de la majorité du Bureau politique contre Trotsky, lutte qui commença dans une large mesure comme un complot personnel, ne tarda pas à déployer son caractère politique. Celui-ci ne fut ni simple ni uniforme. L'opposition de gauche comprenait autour d'un noyau bolchévik faisant autorité, beaucoup d'organiseurs de la révolution d'octobre, de combattants de la guerre civile et une importante couche de marxistes fournie par la jeunesse universitaire. Mais à la remorque de cette avant-garde, se traînait les premiers temps toute sorte de mécontents, d'inadaptés, voire d'arrivistes évincés. Seul, le rude développement de la lutte ultérieure débarrassa peu à peu l'opposition de ses compagnons de route occasionnels et importuns.

Sous le drapeau du « triumvirat » — Zinoviev - Kaménev - Staline — se groupaient beaucoup de « vieux bolchéviks », notamment ceux que Lénine proposait, dès avril 1917, de reléguer aux archives; mais aussi beaucoup de militants sérieux ayant pris part à l'action clandestine, lesquels croyaient sincèrement au danger de voir le trotskysme se substituer au léninisme. Or, plus on allait, plus la bureaucratie soviétique grandissante et prenant plus de forces, se levait en épaisse muraille contre la « révolution permanente ». C'est elle qui

devait par la suite assurer à Staline l'avantage sur Zinoviev et Kaménev.

La lutte au sein du « triumvirat », lutte qui dans une large mesure débuta également comme une lutte personnelle — la politique est faite par les individus et à travers les individus et rien de ce qui est humain ne lui est étranger — déploya bientôt à son tour son contenu de principe. Le président du Soviet de Pétrograd, Zinoviev, le président du Soviet de Moscou, Kaménev, essayèrent de s'appuyer sur les ouvriers des deux capitales. Le principal point d'appui de Staline était en province et dans l'appareil; dans la province arriérée l'appareil acquit une toute-puissance plus tôt que dans les capitales. Le président de l'Internationale communiste, Zinoviev, tenait à sa position internationale, Staline regardait avec mépris les partis communistes d'Occident. Pour son étroitesse nationale, il trouva, en 1924, la formule du socialisme dans un seul pays. Zinoviev et Kaménev lui opposèrent leurs doutes et leurs objections. Mais il suffit à Staline de s'appuyer sur les forces que le « triumvirat » avait mobilisées contre le « trotskysme » pour avoir raison automatiquement de Zinoviev et de Kaménev.

Le passé de Zinoviev et de Kaménev, les années de leur travail commun avec Lénine, l'école internationale qu'avait été pour eux l'émigration — tout cela devait les opposer d'une manière hostile à la vague d'isolement qui menaçait en définitif d'emporter la révolution d'Octobre. Le résultat de cette nouvelle lutte dans les hautes sphères fut pour beaucoup littéralement stupéfiant : deux des inspirateurs les plus forcenés de la campagne contre le « troskysme » se trouvèrent appartenir au camp « trotskyste ».

Pour faciliter le bloc, l'opposition de gauche — en dépit des avertissements et des objections de l'auteur de ces lignes — atténua certaines formules de son programme et s'abstint momentanément de donner des réponses officielles aux questions théoriques les plus brûlantes. Il est possible que ce fut une erreur. Néanmoins, l'opposition de gauche de 1923 n'eut pas à faire de concessions sur le fond. Nous restâmes fidèles à nous-mêmes. Zinoviev et Kaménev vinrent à nous. Inutile de dire dans quelle mesure le passage d'ennemis jurés d'hier aux côtés de l'opposition de 1923 renforça dans nos rangs la certitude que nous avions raison historiquement.

Cependant, cette fois encore, Zinoviev et Kaménev ne prévirent pas toutes les conséquences politiques de leur acte. Alors qu'en 1923, ils espéraient, au moyen de quelques campagnes d'agitation et de manœuvres d'or-

ganisation, délivrer le Parti de l'« hégémonie de Trotsky » sans toucher au reste, il leur semblait maintenant qu'en s'alliant à l'opposition de 1923, ils viendraient rapidement à bout de l'appareil et rétabliraient leurs positions personnelles ainsi que le cours léniniste du Parti.

De nouveau, ils se trompaient. Les antagonismes personnels et les groupements à l'intérieur du Parti étaient devenus d'ores et déjà les instruments de forces sociales, de couches et de classes impersonnelles. La réaction contre la révolution d'Octobre avait sa loi interne et l'on ne pouvait pas en sauter simplement le pénible rythme au moyen de combinaisons et de manœuvres.

S'aggravant de jour en jour, la lutte entre le bloc d'opposition et la bureaucratie atteignit les dernières limites. Il ne s'agissait plus de discuter, même sous le knout, mais de rompre avec l'appareil soviétique officiel; autrement dit, il y allait de la perspective d'une lutte âpre et difficile de plusieurs années dont les dangers étaient grands et l'issue incertaine.

Zinoviev et Kaménev s'en détournèrent. Tout comme en 1917, à la veille d'Octobre, ils avaient eu peur de rompre avec la démocratie petite-bourgeoise, ils eurent peur dix années plus tard, de rompre avec la bureaucratie soviétique. Et cela fut d'autant moins « nullement accidentel », que la bureaucratie soviétique était composée pour les trois quarts, des mêmes éléments qui, en 1917, effrayaient les bolchéviks en leur prédisant l'échec fatal de l'« aventure » d'Octobre.

L'opposition de gauche considéra la capitulation de Zinoviev et de Kaménev devant le XV^e congrès, au moment où l'on écrasait par des mesures d'organisation les bolchéviks-léninistes, comme une perfidie phénoménale. Au fond, c'est ce qu'elle était. Et pourtant cette capitulation avait sa loi non seulement psychologique, mais aussi politique. Dans plusieurs questions essentielles du marxisme (le prolétariat et les paysans, la « dictature démocratique », la révolution permanente), Zinoviev et Kaménev se plaçaient entre la bureaucratie stalinienne et l'opposition de gauche. Comme toujours, l'amorphie théorique se vengea inmanquablement dans la pratique.

Malgré son radicalisme d'agitateur, Zinoviev s'arrêta toujours devant les déductions effectives découlant des formules politiques tout en combattant la politique stalinienne en Chine, Zinoviev s'opposa jusqu'au bout à ce que le Parti communiste rompît avec le Kuo mintang. Tout en dénonçant l'alliance de Staline avec Purcell et Citrine, Zinoviev s'arrêtait, indécis, devant la rupture du comité anglo-

russe. Ayant adhéré à la lutte dirigée contre les tendances thermidorienne, il avait fait vœu d'avance de n'aller en aucun cas jusqu'à se faire exclure du parti. Cette attitude mitigée portait en elle son échec inévitable. « Tout, sauf l'exclusion du parti » signifiait : combattre le stalinisme dans les limites que Staline voudra bien autoriser.

Après leur capitulation, Zinoviev et Kaménev firent absolument tout pour regagner la confiance des hautes sphères et s'assimiler de nouveau aux milieux officiels. Zinoviev adopta la théorie du socialisme dans un seul pays, dénonça de nouveau le « trotskysme » et essaya même d'encenser personnellement Staline. Rien n'y fit. Les capitulards endurent, se turent, patientèrent. Mais ils ne purent quand même atteindre le cinquième anniversaire de leur propre capitulation : ils se trouvèrent mêlés à un « complot », exclus du parti, peut-être déportés ou exilés.

Chose curieuse : Zinoviev et Kaménev ont écopé non pour la cause qu'ils défendaient et nullement en combattant sous leur drapeau. La liste principale de ceux qui ont été exclus par la sentence du 9 octobre se compose de droitiers certains, c'est-à-dire de partisans de Rykov-Boukharine-Tomski. Cela veut-il dire que le centrisme de gauche s'est uni avec le centrisme de droite contre le pivot bureaucratique ? Nous ne nous presserons pas de conclure.

Après Zinoviev et Kaménev, les noms les plus en vue figurant sur la liste sont ceux d'Ouglanov et de Rioutine, tous deux anciens membres du Comité Central. Ouglanov, en qualité de secrétaire général du comité de Moscou, Rioutine, en qualité de chef de la section d'agitation, dirigèrent dans la capitale la lutte contre l'opposition de gauche, en même temps qu'ils nettoyaient le « trotskysme » dans tous les coins et recoins. C'est avec une fureur particulière qu'ils attaquèrent, en 1926-1927, Zinoviev et Kaménev, « traîtres » à la fraction dirigeante. Lorsque Ouglanov et Rioutine, par suite du zigzag à gauche de Staline, se trouvèrent être les principaux organisateurs pratiques de l'opposition de droite, tous les discours et articles dirigés contre eux étaient bâtis sur un seul et même schéma : « Personne ne peut nier les très grands mérites d'Ouglanov et de Rioutine dans la lutte contre le trotskysme ; mais leur plateforme n'en est pas moins une plateforme Koulak, libéralo-bourgeoise. » Les staliniens faisaient mine de ne pas voir que précisément à cause de cette plateforme la lutte se livrait. Alors comme aujourd'hui, les éléments de gauche et les éléments de droite étaient seuls à

avoir des positions de principe. Les staliniens vivaient politiquement de ce que les uns et les autres leur donnaient...

Dès 1928, Ouglanov et Rioutine se mirent à déclarer qu'en ce qui concerne le régime intérieur du Parti, l'opposition de gauche avait raison — avec d'autant plus précieux que personne ne pouvait se flatter d'aussi grands succès qu'Ouglanov et Rioutine pour implanter le régime stalinien. La « solidarité » quant à la démocratie dans le Parti ne pouvait, cependant, fléchir le cœur de l'opposition de gauche à l'égard des droitiers. La démocratie dans le Parti n'est pas un idéal abstrait ; elle est encore moins destinée à servir d'écran aux tendances thermidiennes. Or, dans le camp de droite, Ouglanov et Rioutine, du moins à cette époque, représentaient l'aile thermidorienne la plus nettement accusée.

Parmi les autres personnes mêlées au complot, la décision de la commission centrale de contrôle donne également les noms de droitiers notoires comme Slepkov et Maretski professeurs rouges de l'école boukharinienne, dirigeants des Jeunesses communistes et de la *Pravda*, inspirateurs d'une quantité de résolutions-programmes du comité central, auteurs d'innombrables articles et brochures contre le « trotskysme ».

La liste de proscription porte les noms de Ptachny et Gorélov et rappelle que ceux-ci ont autrefois appartenu à l'« opposition trotskyste ». S'agit-il effectivement de deux capitulards de gauche peu connus qui se seraient par la suite ralliés aux droitiers, ou sommes-nous en présence d'un faux fabriqué dans le but de tromper le Parti ? C'est ce dont il nous est impossible de juger. La première hypothèse peut être vraie, mais la seconde est très vraisemblable.

Parmi les participants au complot dont les noms ont été mentionnés, on ne trouve pas les principaux chefs de l'opposition de droite. Des télégrammes de journaux bourgeois ont annoncé que Boukharine « a définitivement rétabli sa situation dans le Parti » et qu'il est soi-disant désigné pour remplacer, au commissariat de l'instruction publique, Boubnov qui passerait au Guépéou ; Rykov lui-même, de nouveau en grâce, prononce des discours par radio, etc. Le fait que la liste des « comploteurs » ne comptent ni Rykov, ni Boukharine, ni Tomski laisse supposer que les anciens leaders de l'opposition de droite bénéficient momentanément de certaines faveurs bureaucratiques. Toutefois, il ne saurait être question de les voir rétablir leurs anciennes positions dans le Parti.

Le groupe est accusé en bloc d'avoir tenté

de créer « une organisation bourgeoise koulak pour restaurer en U. R. S. S. le capitalisme et, en particulier, la classe koulak ». Curieuse définition ! Organisation pour restaurer « le capitalisme et, en particulier, la classe koulak ». Cette « particularité » livre le tout ou, du moins, elle le donne à entendre. Que, pendant la lutte contre le « trotskysme », certains exclus aient développé, à la suite de leur maître Boukharine, l'idée de l'« intégration du koulak dans le socialisme », le fait est indiscutable. Dans quel sens ont-ils évolué depuis lors, nous l'ignorons. Mais il est très possible que leur tort actuel consiste moins dans le fait qu'ils veulent « restaurer » le koulak que dans le fait qu'ils ne reconnaissent pas la victoire de Staline en ce qui concerne la « liquidation du koulak comme classe ».

Quel rapport y a-t-il toutefois entre le programme de « restauration du capitalisme » et Zinoviev et Kaménev ? Au sujet de leur participation dans le crime, les journaux soviétiques déclarent : « Sachant que l'on diffusait des documents contre-révolutionnaires, ils ont préféré, au lieu de démasquer sur-le-champ l'agence koulak, discuter ce (?) document et se faire ainsi les complices directs du groupe contre-révolutionnaire hostile au Parti. » Aussi, Zinoviev et Kaménev « ont préféré discuter » le document au lieu de le « démasquer immédiatement. » Les accusateurs ne vont pas jusqu'à affirmer que Zinoviev et Kaménev n'avaient pas, en général, l'intention de « démasquer ». Non. Leur crime est d'avoir « préféré discuter » avant de « démasquer ». Où, comment et avec qui ont-ils discuté ? Si cela avait eu lieu à une réunion secrète de l'organisation de droite, les accusateurs n'auraient pas manqué de le dire. Il est vraisemblable que Zinoviev et Kaménev « ont préféré discuter » entre quatre yeux. Après avoir discuté, ont-ils exprimé leur sympathie pour la plate-forme des droitiers ? Si cette sympathie avait tant soit peu existé, la décision de la commission centrale de contrôle nous l'aurait appris. Ce silence démontre le contraire : Zinoviev et Kaménev ont fait vraisemblablement la critique de la plate-forme au lieu de téléphoner à Iagoda. Mais étant donné qu'ils n'ont tout de même pas téléphoné, la *Pravda* leur attribue cette idée : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami. »

Le fait que l'accusation contre Zinoviev-Kaménev soit si grossièrement tirée par les cheveux permet de conclure avec certitude que le coup était dirigé contre eux. Non pas qu'ils aient manifesté ces temps derniers une certaine activité politique. Nous n'avons rien su à ce sujet et, ce qui est plus important, la

commission centrale de contrôle, comme il résulte de sa sentence, n'a rien appris non plus. Mais la situation politique objective s'est aggravée à tel point que Staline ne peut pas tolérer plus longtemps dans les rangs du Parti des candidats légaux au rôle de chefs de tel ou tel groupe d'opposition.

Il est évident que la bureaucratie stalinienne savait depuis longtemps que Zinoviev et Kaménev, écartés par elle, « s'intéressent fort » aux courants d'oppositions existant dans le Parti et lisent toute sorte de documents non destinés à Iagoda. En 1928, Kaménev avait même eu des pourparlers secrets avec Boukharine en vue d'un bloc éventuel. Les procès-verbaux de ces entretiens avaient été publiés aussitôt par l'opposition de gauche. Les staliniens ne s'étaient pourtant pas décidés à exclure Zinoviev et Kaménev. Ils n'avaient pas voulu se compromettre par de scandaleuses mesures de répression sans besoin certain. Une période de succès économiques, en partie réels, en partie imaginaires, avait commencé. Zinoviev et Kaménev semblaient ne pas être un danger direct.

Aujourd'hui, la situation s'est radicalement modifiée. Certes, les articles de journaux, qui expliquent les exclusions, disent bien : étant donné qu'au point de vue économique nous nous sommes extraordinairement fortifiés ; le Parti étant devenu monolithique, nous ne pouvons pas tolérer la « moindre tendance conciliatrice ». Néanmoins, cette explication est par trop cousue de fil blanc. La nécessité d'exclure Zinoviev et Kaménev pour un motif absolument inexistant atteste au contraire l'affaiblissement extraordinaire de Staline et de sa fraction. Il a fallu liquider Zinoviev et Kaménev au plus vite non pas parce que leur attitude avait changée, mais parce que la situation s'est modifiée. En l'occurrence, le groupe Rioutine, indépendamment de son travail réel, n'a été mis sur la sellette que pour les besoins de la cause. Prévoyant qu'ils peuvent être appelés bientôt à rendre des comptes, les staliniens « prennent des mesures ».



D'une façon générale, on ne peut nier que la combinaison judiciaire fabriquée avec les droitiers qui avaient inspiré la politique de Staline de 1923 à 1928, avec les deux anciens « trotskystes » réels ou prétendus, et avec Zinoviev et Kaménev, coupables d'avoir su et de n'avoir pas dénoncé, est un produit bien digne du travail créateur politique de Staline, Yaroslavski et Iagoda. Amalgame classique du genre thermidorien ! Le but de la combinai-

son est de brouiller les cartes, de désorienter le Parti, d'accroître le trouble idéologique pour de cette manière empêcher les ouvriers d'y voir clair et de trouver leur voie. Un autre but est de diminuer politiquement Zinoviev et Kaménev, anciens leaders de l'opposition de gauche, aujourd'hui exclus en raison de leur « amitié » pour l'opposition de droite.

Une question se pose d'elle-même : comment se fait-il que de vieux bolchévicks, des hommes intelligents et des politiques expérimentés, aient donné à l'adversaire la possibilité de leur asséner ce coup ? Comment ont-ils pu renoncer à leur propre plate-forme aux fins de rester dans le Parti et, en définitive, s'en faire chasser pour de prétendus rapports avec une plate-forme étrangère à eux ? On doit répondre que même ce résultat n'est pas accidentel. Zinoviev et Kaménev ont essayé de ruser avec l'histoire. Certes, ils se sont laissés guider avant tout par le souci qu'ils avaient de l'Union soviétique, de l'unité du Parti et nullement par des considérations de bien-être personnel. Mais ils ont situé leurs buts non sur le plan de la révolution russe et de la révolution mondiale, mais sur le plan bien inférieur de la bureaucratie soviétique.

En des heures extrêmement pénibles pour eux, à la veille de leur capitulation, ils nous adjuraient, nous leurs alliés d'alors, « d'aller au-devant du Parti ». Nous leur répondions que nous allions entièrement au-devant de celui-ci, mais dans un sens tout autre, plus élevé que celui dont Staline et Yaroslavski avaient besoin. — Mais ce sera donc la scission ? Ce sera la menace de la guerre civile et de la chute du pouvoir soviétique ? — Nous répondions : Ne se heurtant plus à notre résistance, la politique de Staline vouerait le pouvoir soviétique à une perte certaine. Cette idée est également exprimée dans notre plate-forme. Les principes vainquent. La capitulation ne vaine pas. Nous faisons tout pour que la lutte en faveur des principes soit poursuivie en tenant compte de l'ensemble de la situation extérieure et intérieure. Il n'est cependant pas possible de prévoir toutes les variétés de cette lutte. Quant à jouer à cache-cache avec la révolution, à ruser avec les classes, à faire de la diplomatie avec l'histoire, cela est absurde et criminel. Dans des situations aussi complexes et aussi lourdes de responsabilités, il faut s'inspirer de la maxime que les Français ont magnifiquement exprimée en ces termes : Fais ce que doit, advienne que pourra !

Zinoviev et Kaménev ont été victimes du fait de n'avoir pas observé cette maxime.

**

Si on laisse de côté la portion littéralement démoralisée des capitulards, genre Radek et Piatakov, qui, comme journalistes ou fonctionnaires, serviront n'importe quelle fraction victorieuse (sous prétexte de servir le socialisme), les capitulards, considérés comme groupe politique, représentent à l'intérieur du Parti des « libéraux » modérés qui, à un certain moment, sont allés un peu trop à gauche (ou à droite), mais qui, ensuite, se sont résignés à un accord avec la bureaucratie gouvernante. Cependant, ce qui caractérise le présent, c'est que cet accord qui paraissait définitif, commence à craquer et à voler en éclats, et cela sous la forme la plus aiguë. L'immense valeur, comme symptôme, de l'exclusion de Zinoviev, Kaménev, Ouglanov et autres découle de ce que les nouveaux conflits qui ont lieu dans les hautes sphères reflètent les évolutions profondes qui s'accomplissent dans les masses.

Quels sont les postulats politiques qui ont conditionné la période de capitulation qui va de 1928 à 1930 ? Le coup de barre bureaucratique à gauche ; les succès de l'industrialisation ; le rapide développement de la collectivisation. Le plan quinquennal a galvanisé les masses ouvrières. De vastes perspectives se sont ouvertes. Les ouvriers se sont résignés à la perte de l'indépendance politique dans l'espoir de succès socialistes prochains et décisifs. Les paysans pauvres ont attendu des kolkhoz un changement de leur sort. Et il est exact que le niveau de vie des couches paysannes inférieures s'est élevé dans une proportion sensible aux dépens des richesses fondamentales de l'agriculture. Tels sont les postulats économiques et l'atmosphère politique qui ont engendré l'épidémie de capitulation.

La croissance des disproportions économiques, l'aggravation de la situation des masses, le développement du mécontentement des ouvriers aussi bien que des paysans, le désarroi dans l'appareil lui-même : tels sont les postulats qui ont ravivé les oppositions de toute sorte. L'acuité des contradictions et l'inquiétude croissante dans le Parti poussent de plus en plus les « libéraux » modérés, prudents, toujours prêts aux compromis, dans la voie de la protestation. Acculée dans une impasse, la bureaucratie répond sur-le-champ par des mesures de répression en grande partie préventives.

Pour l'instant, nous n'entendons pas de voix déclarée de l'opposition de gauche. Il ne faut pas s'en étonner : les mêmes journaux bourgeois qui racontent que Rykov et Boukharine s'apprentent soi-disant à rentrer en grâce, an-

noncent en même temps de « nouvelles arrestations en masse parmi les trotskystes ». L'opposition de gauche en U. R. S. S. a fait l'objet pendant cinq années de si épouvantables persécutions policières, ses cadres ont été mis dans des conditions tellement exceptionnelles, qu'il lui est incommensurablement plus difficile qu'aux « libéraux » légaux de formuler ouvertement sa position et d'intervenir d'une façon organisée dans les événements qui se développent. L'histoire des révolutions bourgeoises nous rappelle fort à propos que dans la lutte contre l'absolutisme, les libéraux, bénéficiant de leurs avantages légaux, sont toujours intervenus les premiers au nom du « peuple » ; seule la lutte entre la bourgeoisie libérale et la bureaucratie a frayé la voie à la démocratie petite-bourgeoise et au prolétariat. Il va sans dire qu'il ne s'agit là que d'une analogie historique ; mais nous pensons tout de même qu'elle explique certaines choses.

La résolution votée à l'assemblée plénière du comité central du P. C. de l'U. R. S. S. qui s'est tenu en septembre se vante fort mal à propos et inopportunément quand elle dit : « Après avoir écrasé le trotskysme contre-révolutionnaire, démasqué la nature koulak, anti-léniniste des opportunistes de droite, le Parti... est parvenu à l'heure actuelle à obtenir des succès décisifs »... Il est à croire qu'un avenir des plus prochains démontrera que l'opposition de gauche et l'opposition de droite non seulement ne sont pas écrasées et anéanties, mais qu'au contraire elles sont les seules à exister politiquement. C'est précisément la politique officielle de ces trois ou quatre dernières années qui a préparé les conditions qui ont engendré un nouvel essor des tendances thermidorienne de droite. Les efforts que font les staliniens pour mettre les éléments de gauche et les éléments de droite dans le même sac sont facilités dans une certaine mesure par le fait que les uns et les autres parlent de la nécessité d'un recul pour la période actuelle. Cela est fatal : la nécessité de procéder en ordre au recul qui s'impose vis-à-vis de la ligne où a mené le bond dans l'aventure est devenue aujourd'hui la tâche vitale de l'Etat prolétarien. Les bureaucrates centristes eux-mêmes ne rêvent pas d'autre chose que de battre en retraite autant que possible en bon ordre et de

ne pas perdre définitivement la face. Mais ils ne peuvent pas ne pas se rendre compte qu'un recul opéré dans une situation où les besoins alimentaires et les besoins de toute sorte se font durement sentir peut leur coûter par trop cher. C'est pourquoi ils reculent à pas de loup en même temps qu'ils accusent l'opposition de vouloir battre en retraite.

Le danger politique réel consiste en ce que les droites, fraction du recul permanent, ont obtenu la possibilité de déclarer : nous n'avons cessé de réclamer cela. Le crépuscule dans lequel vit le Parti ne permet pas aux ouvriers de s'orienter rapidement dans la dialectique du processus économique et d'apprécier d'une façon juste le fait que, malgré la fausseté de leur position essentielle, les droitiers dans une mesure limitée, momentanée, due à la conjoncture, ont « raison ».

La politique nette, indépendante, regardant loin devant elle, des bolchévicks-léninistes n'en est que plus importante. Ce qu'il faut, c'est suivre avec attention tous les processus qui s'opèrent dans le pays et dans le Parti ; se faire une idée juste de certains groupements d'après leurs idées et leurs rapports sociaux ; ne pas se laisser effrayer par certaines concordances de tactique avec les droitiers ; ne pas oublier, à cause de ces concordances, l'opposition qu'il y a entre les lignes stratégiques.

La différenciation politique dans le prolétariat soviétique s'opérera sur la base des questions suivantes : Comment reculer ? Jusqu'à quel point reculer ? Quand et de quelle façon passer à une nouvelle offensive ? A quel rythme procéder à l'offensive ? Mais quelques importantes que soient par elles-mêmes ces questions, elles ne suffisent pas à elles seules. Nous ne faisons pas une politique dans un seul pays. Le sort de l'Union soviétique sera tranché en liaison indissoluble avec le développement mondial. Devant les ouvriers russes, il faut poser de nouveau dans toute leur ampleur les problèmes du communisme mondial.

Seuls l'action indépendante de l'opposition de gauche et le rassemblement sous son drapeau du principal noyau prolétarien peuvent rénover le Parti, l'Etat ouvrier et l'Internationale communiste.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 19 octobre 1932.

Lettres d'U.R.S.S.

Lettre de Moscou

J'ai eu l'occasion de parcourir avec un groupe d'étrangers toute une série de gros centres industriels et quelques régions agricoles (nous avons parcouru en tout 9.000 km.)

Afin de donner un tableau général de tout ce que nous eûmes l'occasion de voir, il sera suffisant d'énumérer seulement les grosses usines, les sovkhoses et les kolkhozes que nous avons visités : l'usine de Poutilov (Léningrad), les manufactures Amo et de Trégornia (Moscou) ; à Nijni-Novgorod, l'usine d'automobiles et « la ville socialiste » (habitations) ; à Saratov, l'usine de Combinat ; à Stalingrad, l'usine des tracteurs ; à Rostov, celle des machines agricoles, près de Rostov, le sovkhose du Chameau ; à Batoum, la raffinerie de naphthé ; l'usine des tracteurs de Kharkov, le Dnieprostroï.

Tout d'abord, ce qui vous saute évidemment aux yeux, c'est l'énorme édification. Un ouvrier de l'usine Poutilov répondit fort justement à la question, « Quelle est la situation de l'Union soviétique ? »

— Toute l'Union est une forêt, et nous sommes tous, comme vous le voyez, des charpentiers.

En outre, nous nous sommes entretenus près d'une demi-heure avec cet ouvrier. Il nous fit part des côtés positifs et négatifs de cette construction : « Voilà, disait-il, des reconstructions et constructions nouvelles à notre usine. Tout cela est très bien, mais ce n'est là qu'un indice quantitatif. Il en va beaucoup plus mal chez nous avec les indices qualitatifs. » Et du doigt il nous montrait tout un bâtiment où se conservent les rebuts et les machines détériorées, etc... « On exige de nous des rythmes élevés. Nous sommes d'accord avec cela, mais en ce cas, donnez-nous mieux à manger » ; et à ce sujet, il nous parlait de l'avitaillement de la qualité du borch, du manque de viande... « L'ouvrier souffre d'une mauvaise alimentation. »

A l'usine Poutilov, à la question posée à un ouvrier sur ce qu'il avait eu aujourd'hui à manger, il nous répondit : « La soupe et la radio. » (Cet ouvrier faisait l'impression d'un constructeur soviétique véritablement sincère).

Moscou et Leningrad font, principalement du point de vue de la construction, une forte impression. Beaucoup d'asphalte (ces derniers temps, les pavés sont recouverts d'asphalte, et ne sont pas enlevés, comme cela se faisait auparavant ; les ingénieurs allemands, selon les dires du public soviétique, approuvent parfaitement cela). On a construit un central téléphonique automatique. On voit beaucoup d'automobiles, d'autobus. Beaucoup de nouvelles maisons, on élève partout des étages, y compris dans la Loubianka (1). « Il y a beau-

coup de travail, évidemment, c'est pourquoi il faut encore deux étages », disent les Moscovites. (D'ailleurs, les étages surélevés se distinguent toujours de ceux d'en dessous, mais pas au Guépéou ; — là on a ajouté des annexes artistiques « sous » les précédentes).

A première vue, toute cette construction fait une très solide impression. Mais, malheureusement, ce n'est là qu'une première impression. Un seul exemple jette un jour cru sur toute cette construction. C'était à l'usine des tracteurs de Stalingrad. L'usine par elle-même et la route asphaltée qui y conduit produisent à un rapide examen une impression satisfaisante. Mais, voyant une très grande place encombrée de centaines de tracteurs (qui y restent un temps assez long), nous avons demandé à un des ouvriers : « Pourquoi n'envoyez-vous pas ces tracteurs aux travaux agricoles ? »

L'ouvrier, secouant la tête, répondit : « Oui, mais ces tracteurs ne sont pas prêts, les proportions nous tuent (textuel). Parfois il manque un rien : voilà, par exemple... il nous manque des boulons. Après on écrit dans les journaux que nous ne faisons pas assez de tracteurs, et on nous enguirlande pour ça. Il est nécessaire de nous fournir à temps les matériaux, les matières premières. » Nous accompagnant de l'usine aux tracteurs, cet ouvrier, nous montrant les nouvelles habitations, disait : « Voyez, regardez, à droite, des baraques, et à gauche, l'Amérique (c'est-à-dire les nouvelles maisons). Nous devons en partie déménager en « Amérique » en nous contentant du contenu des baraques. Il n'y a absolument pas de meubles, et figurez-vous ce qui adviendra : « l'Amérique » se muera en baraques. » (En même temps, il nous racontait quelques cas qui se produisirent avec les Jeunesses Communistes, qui, s'étant installés dans les nouveaux logements, défigurèrent complètement les murs par toutes sortes d'inscriptions, abîmèrent tout, etc... Il y eut, à ce sujet, de grands scandales à l'usine).

On eut la même impression dans toutes les autres usines. Ainsi, par exemple, au K. T. Z. (Usine des tracteurs de Kharkov), dans une conversation avec un groupe d'ouvriers, l'un d'eux nous déclara : « Mais ce qui nous manque à nous, est pris par une autre usine, ou à l'autre. Alors, voyez-vous, non seulement dans les pays capitalistes, mais aussi chez nous, il n'y a pas de plan. » Le tableau général de l'Usine des tracteurs de Kharkov est analogue à la situation de l'usine des tracteurs de Stalingrad.

Ayant visité le Dnieprostroï et nous étant convaincu en réalité des succès colossaux de la construction dans cette partie — bien que, sans doute, là aussi il doit manquer des « boulons », — nous avons rencontré, sur le chemin du retour à la station du Zaporodj, en attendant le train (la nuit) un fort groupe (42 personnes) d'ouvriers du Krivoï Roga. Ayant appris qu'il y avait là des étrangers, ils se mirent à nous question-

(1) Siège de la Guépéou.

ner sur la vie des ouvriers à l'étranger, et particulièrement en Allemagne. A la question : « Y a-t-il en Allemagne du chômage, nous confirmâmes avec quelque étonnement qu'il y avait en Allemagne près de six millions de chômeurs (les Allemands étaient révoltés de cette question : « Quoi, ne savent-ils donc pas, en U. R. S. S., que nous avons des millions de chômeurs ? ») L'ouvrier qui interrogeait nous cria brutalement en réponse : « Vous mentez ! » Cela produisit sur nous une impression abasourdissante. Lorsque nous l'eûmes mis au pied du mur, il déclara, en présence de tous les ouvriers (plus justement, il cria, il criait plutôt) : « Oui, mais chez vous, les chômeurs vivent mieux que chez nous les ouvriers qui travaillent. Nous les connaissons, vos chômeurs « affamés ». Mais vous, essayez donc (chez nous) de vivre avec 48 roubles par mois ? Voilà, chez nous, au Krivoï Rog, un tel socialisme particulier : un combinard est installé dans l'autre ; si, par exemple, des produits arrivent dans notre ville, alors les ouvriers qui auraient dû les recevoir en premier lieu ne les reçoivent pas en réalité : les produits se passent d'un compère à l'autre — et ainsi sans fin. Au diable un tel soviétisme et un tel pouvoir soviétique ! » A la question de savoir dans quelles conditions ils vivaient, ce même ouvrier répondit : « Dans des baraquements. » Entre temps, un train arriva. Il en descendit un groupe de soldats rouges et des fonctionnaires du Guépéou (inférieurs). Les gardes rouges se mêlèrent à la discussion. Et ayant appris comment cet ouvrier informait les étrangers, ils lui crièrent au visage : « Et, dis donc toi, houspilleur, tu trompes les étrangers ». A cela, l'ouvrier répondit sèchement : « Pourquoi donc suis-je un houspilleur ? Voilà tous mes camarades ; ils peuvent confirmer qu'aujourd'hui j'ai fait mes huit heures tout entières, que je vis dans des conditions difficiles, que nous nous nourrissons seulement de pain. »

Ce n'est qu'alors que le groupe des ouvriers, qui gardait jusqu'alors le silence, commença à bouger. L'un d'eux, ayant un stage de 32 ans dans la production, un ouvrier posé, s'approcha tout près du « houspilleur » (nous craignons qu'il n'y ait une bagarre) : « Tout est ainsi, tout est vrai, mais pourquoi n'as-tu rien fait contre toute cette infamie?... Tu te plaindras trois, quatre fois ; on ne t'écouterà pas ; mais, voilà, à la cinquième fois, on peut t'écouter. Mais, pour ça, que ne fais-tu rien contre cette infamie, mais la raconte aux étrangers ! Il faudra fusiller toute cette saloperie de combinards ! »

Une partie des ouvriers soutint l'orateur, l'autre se taisait comme avant. Le « houspilleur » se retint.

La sincérité des ouvriers discutant est caractéristique. Ils n'ont pas honte de parler ouvertement de leurs besoins.

Un travailleur qualifié du textile racontait : en relation avec les derniers décrets sur l'industrie légère, les racontars bureaucratiques allèrent leur train, selon lesquels on réussirait à vêtir tout le monde au printemps ou pour l'été. Mais d'où peut-on avoir des vêtements lorsqu'il n'y a pas de matières premières, lorsque des usines entières sont inactives ? Les causes des grèves d'Ivano-Vosnessensk ne sont pas seulement dues au manque de nourriture et au retard du paiement des salaires, mais aussi aux exigences des rythmes inconsiderés, à l'absence complète de matières premières (toile, etc...).

Une famille soviétique moyenne X... : le père,

stockeur de blé ; un fils, ouvrier ; l'autre, métallurgiste qualifié ; les filles, certaines à l'usine, d'autres, des petites employées ; n'est pas mal assurée. Le père vit seul, n'allant, d'ailleurs, pas plus de deux fois par an à la maison. Tous les autres se nourrissent uniquement de pain (à la saison seulement, encore quelques fruits). Le premier fils gagne 80 roubles (il est ouvrier qualifié) ; le second, 95.

La famille — soviétique. La mère se plaint des Torgsyms. Elle y apporta une paire de vieux objets en or (bagues, montre). On a tout cassé, pesé, etc., et... on l'a trompé sur le poids. Elle se plaint que le poids était plus élevé. Les employés menacèrent.

— Pourquoi ne vous plaigniez-vous pas plus haut ?

— Mais, où donc ? C'est encore bien que l'on me laisse en paix.

Les touristes étrangers emportent avec eux les menus des restaurants, pour étonner les gens, chez eux, avec les prix inouïs.

La famine doit s'aiguiser encore cet hiver, car on manquera de primeurs. Les ouvriers racontent ceci : Un ouvrier marche dans la rue et porte dans les bras quelques cornichons et concombres. « Voilà, les petits concombres vont finir bientôt. Qu'adviendra-t-il alors... »

Malgré l'énorme construction de logements, le cubage diminue. Actuellement, on considère comme une bonne chambre, une chambre de 6 mètres carrés. La construction est de mauvaise qualité. On a vu toute une série de logements dans des maisons construites rien qu'un an auparavant ayant les plafonds et parquets lézardés, avec des infiltrations d'eau ; le chauffage central... est froid, ou les poêles ne fonctionnent pas, etc. Mais les constructions se font à Moscou. Autour de Moscou (comme d'ailleurs en province) ce ne sont que des forêts de baraquements. Les constructions dans les grandes villes ne sont que des îlots dans une mer de baraques.

Fatigué par le surmenage, l'ouvrier saisonnier, avant d'arriver dans un mauvais logement, tombe dans le tramway. On est suspendu sur la plate-forme, partout. A ceux qui sont suspendus d'autres s'accrochent : ainsi ils se retiennent à eux (« dans une étreinte », comme on dit à Moscou). L'entrée du tramway : « Avancez en avant, ou vous vous casserez tous les côtes. » Une femme crie : « Rendez-moi ma main, ma main, rendez-la moi ! » Dans le tramway, on parle ouvertement, on insulte le pouvoir soviétique. Une anecdote de tramway : Passe un, deux, trois tramways. Pas moyen d'y monter. Au quatrième, enfin, on peut y arriver — mais on ne voit pas le numéro.

Les ouvriers des grosses usines font une impression d'être très cultivés. Dans les cantines où mangent souvent des milliers de personnes, on n'entend pas de disputes, d'injures. Les réponses des quelques ouvriers citées précédemment en témoignent.

C'est pour cela que grandit l'accroissement des besoins. Dans une usine de machines agricoles, un ouvrier, qui nous fit l'impression d'être totalement soviétique, disait : « Pourquoi avons-nous lutté, au nom de quoi avons-nous fait la révolution. Regardez nos logements, notre nourriture, nos habits, les tramways. Cela ne peut continuer ainsi. »



« Un grand transbordement de peuple » (comme disent nos paysans) ! Nous avons voyagé trois jours

pleins en bateau sur la Volga. Aux ports, le capitaine et les matelots sont dans l'effroi; aux débarquades s'est accumulée, dans l'attente du bateau, une grande masse de paysans. L'entrée n'est pas séparée de la sortie; c'est la presse. On se jette sur le bateau en avalanche.

A une station des paysans voulaient s'introduire en première classe. Les matelots : « Là c'est interdit, ce sont des touristes ». Les paysans : « Nous aussi nous sommes des touristes, mais avec des valises de moujicks ». Les sacs vous frappent la vue. Tous avec des sacs et des valises. Dans une autre station nous remarquâmes la scène suivante. Le mari réussit à monter sur le bateau, la femme est sur le débarcadère; elle jette au mari un sac. Les matelots lui arrachent le sac et le lui rejettent. Elle gémit, implore, le lance à nouveau. On l'arrache encore. « Et vous, salauds, traîneurs de sac ». C'est ainsi que le mari part sans femme et sans sac. On ne peut pas oublier le bateau. Les paysans courent avec tous leur biens vers les stations — ne quittent pas la place, attendent des journées entières un bateau. Les allemands disent : on les garde ici pire que chez nous le bétail, ici il n'y a pas de classes, il y a les gens et le bétail. Les matelots sont grossiers. Le bateau démarre. Les paysans qui n'ont pas pu trouver place sur le bateau, restent là, accrochés, les jambes balantes, avec leurs bottes dans l'eau. Les matelots, aux stations, avec de forts coups de bottes dans le derrière les passent sur le bateau :

« Grimpe donc, puisque c'est là ton... ».

« Où allez-vous? » — « Nous démenageons ». « Où? » — « Le diable seul sait où — nous allons à la ville, on dit que c'est mieux là-bas. On nous a pris nos bestiaux, le pain, on nous a chassé dans les kolkhozes. Voilà, nous dit-on, travaillez la terre. Nous bêcherons ensemble et coucherons dans des baraques. » L'allemand demande : « Qui vous a invité au travail? l'Etat? » Le moujick aux éclats : « Invité... non mais, dis-donc toi, c'est-y que tu débarques d'Amérique, des fois? » A part le pain ils n'ont rien, et même le pain il n'y en a pas suffisamment. Et comme ils sont sales, pouilleux! Une paysanne donne le sein à son enfant, et sur son cou les poux rampent.

♦♦

Au sein du prolétariat il y a une différenciation, et au village on à l'impression d'un « front unique ». On s'aide mutuellement. Si les ouvriers invectivent le pouvoir soviétique, ils n'en sont pas moins pénétrés d'un état d'esprit soviétique, et ne veulent pas entendre parler d'une restauration. L'ouvrier exige la satisfaction par le pouvoir soviétique de ses besoins; chez lui, la question se lie aux manques, à la bureaucratie, aux infamies; non au système. Les paysans par contre, expriment dans leurs conversations un état d'esprit purement antisoviétique. Les ouvriers interrogent sur l'étranger, s'intéressent à l'accroissement du communisme, bien que nombre d'entre eux ne veulent pas croire si on leur raconte des choses positives (« malgré tout ça, la révolution ne sera pas »). Les paysans font d'autres observations. « Oui, notre heure viendra bientôt »; « oh, une guerre seulement! ». Si des soviétiques approchent ils se taisent, répondent sans envie aux autres questions — ils ont peur. Un paysan dit (avec des cris) : « On nous pille et on donne tout à la ville ». Un autre corrige : « à quelle « ville », dis

donc, tout simplement — à la séquelle des pillards, ce sera plus juste. Je veux du pain, des primeurs, — donnez des produits de large consommation ».

Nous visitâmes par hasard un kolkhoz sous Vladikaukase. Les kolkhoziens vivent pas mal, mais avec la haine des villages environnants. La nuit on poste des sentinelles : les villages avoisinants ne vont pas au kolkhoze, ils abiment les machines, etc. Un kolkhoziat de grande valeur fut complètement détruit la nuit par les paysans d'un village voisin. Armés de pelles, etc... les kolkhoziens se dirigèrent vers le village. Il y eut un véritable combat, on brisa les vitres des isbas, etc... Les kolkhoziens eux-mêmes appellent cela la « guerre ». Les kolkhoziens disent : « Bien que nous vivions mieux, — et constructions des bains, des écoles, — on sent qu'au-dessus de nous pèse un nuage ». Quel nuage, ils ne le précisèrent pas, mais montrèrent vaguement les villages environnants. Tous attendent de gros événements.

Tout l'arrière de la paysannerie est, pour l'instant, en opposition au pouvoir soviétique, et se sent toute en plein déchirement. « Donnez des produits de large consommation » — voilà le mot d'ordre, que mettent en avant les masses paysannes des villages, tant dans le secteur individuel que collectif.

♦♦

Le papier-monnaie, que reçoivent les paysans, d'une part, à des prix forts faits dans l'ordre des contrats et, d'autre part, dans l'ordre du marché libre (bazar, boutiques, etc.), ne donne que trop peu de choses réelles aux paysans. Ils exigent, principalement, un juste échange de leurs produits agricoles contre les produits industriels. Pour peu qu'il n'en soit pas ainsi, la masse de la paysannerie est en opposition au pouvoir soviétique.

L'argent ne joue aucun rôle, il a perdu toute valeur. Par exemple, on achète (c'est là une tendance massive) des choses parfaitement inutiles. Pourquoi en as-tu besoin? Pour l'échanger.

En général, lorsqu'on parle avec les paysans on a l'impression qu'ils sont dans une situation d'attente, attendant quelque chose d'important, de sérieux, qui doit s'accomplir dans un avenir très proche. Il y a même une partie de la paysannerie qui d'un oeil lorgne vers la limite. On ignore de quel côté et où tournera-t-elle. Tout le développement ultérieur, vers le résultat final, dépend de la politique ultérieure que mènera le P. C. de l'U. S.

L'allemand fait cadeau d'un pyjama. « Je le porterai l'été, comme pantalon ». Souvent les pantalons sont d'un seul morceau. Dans quelques stations il y a de l'eau chaude. C'est du luxe. Dans la majorité il n'y a même pas de l'eau froide. Du bon pain, bien cuit — c'est du luxe. Souvent on ne peut manger que la croûte du pain, la mie est indigeste. Les allemands laissent sur la table des montagnes de mie.

♦♦

Les gens de l'appareil ont complètement cessé, ces derniers temps, de parler des rythmes retardataires; toutes les têtes sont accaparées par un seul problème : la question alimentaire. Ils sont persuadés qu'au cas où ce problème ne serait pas résolu à bref délai, de grands mouvements peuvent surgir. Lorsqu'on demande à un

honnête bureaucrate : « Comme et par quelle voie concevez-vous la solution du problème alimentaire ? » il répond fréquemment : « c'est justement là que réside toute notre inquiétude, tout le caractère sans issue de la situation. Ce qu'entreprennent les sommets, nous l'ignorons ; on ne nous informe pas. On entend de plus en plus souvent le nom de Trotsky. On a peur de parler, on ne jette qu'une remarque, en passant, vite, à un autre sujet, et on y revient à nouveau. Parmi les vieux cadres du parti personne ne croit au « caractère contre-révolutionnaire ». On se remémore comment Trotsky savait parler, expliquer. On rappelle la guerre civile, où et de quoi L. D. parlait. Dans ces mêmes cercles on parle avec respect de Rakovsky. « Malheureusement, il est en Sibérie ». On interroge, que fait Trotsky, qu'à-t-il écrit, a-t-il une organisation ? On est très peu informé sur le travail de l'opposition de gauche de l'étranger.

Un vieux membre du parti disait : « Sûrement que Lénine ne se fâcherait pas avec moi si j'enlevais le portrait de Staline qui est suspendu près de lui et que j'accroche à la place celui de Trotsky. Il nous manque Illitch » (ceci très fréquemment). On peut assez souvent entendre d'un membre moyen de l'appareil : « Ce serait bien si Trotsky revenait ». D'autres ajoutent avec effroi : « S'il revenait, on nous fusillerait par milliers ».

Si les vieux cadres du parti se comportent ainsi avec Trotsky et Rakovsky il en est tout autrement des jeunes. Ceux-ci ne connaissent pas les vieux membres du parti. Ils ne connaissent que le seul Staline.

**

Piatnitsky intervint dernièrement à la Société des vieux bolchevicks. Dans son discours sonnait une note fortement capitularde devant le fascisme. Le fascisme est vainqueur. Mais le centre — c'est la Pologne. Là-bas la révolution est plus proche qu'ailleurs. Cette note capitularde déplut à beaucoup. On a pas de perspectives, l'I. C. est soumise aux intérêts des Affaires Étrangères.

A une réunion du bureau du Comité de Moscou on décida de construire une glacière sur la Place Rouge. On rappela à ce sujet près de 30 spécialistes. Après un long examen on décida — de construire. Les spécialistes partirent, on passa au second point de l'ordre du jour. Tout à coup arrive (toujours en retard !) Kaganovitch. Il interrompt le rapporteur et demande ce qu'on a décidé sur le premier point. Ayant appris qu'on a décidé de construire, Kaganovitch répond : « ce sont des sottises », et propose de ne pas construire de glacière. La proposition est acceptée unanimement, de même qu'auparavant on avait unanimement accepté (après trois heures de discussions) la proposition contraire...

Le mal de tête après l'ivresse de "l'Octobre révolutionnaire"

La politique stalinienne des sauts des prix qui fut poursuivie avec un entêtement bureaucratique colossal durant ces trois dernières années, a conduit la nation soviétique dans un impasse. Cela est devenu évident non seulement aux yeux du petit groupe de membres du parti qui, déjà sous la trique stalinienne,

ne se refusait pas à penser en marxiste, mais même aux membres du parti et bureaucrates soviétiques qui, il y a peu de temps encore, étaient les fervents tenants de la politique économique et du régime stalinien.

Les résultats apparents de cette politique sont les disproportions énormes et croissant progressivement dans toutes les branches de l'économie et en général dans toute la vie du pays. Déjà quelques dirigeants de l'économie murmurent — entre eux, et, évidemment en chuchotant — que durant ces dernières années le bâton bureaucratique a transformé le plan d'édification grandiose par ses proportions et son ensemble en des disproportions élargies de la production.

Si, jusqu'à ce jour, ces disproportions grandissantes entraînaient de plus en plus la réalisation du plan économique, à l'heure actuelle elles ont atteint un niveau de développement tel que tout le plan d'édification socialiste se trouve menacé. Le manque considérable de produits, notamment alimentaires, la forte désorganisation de tout l'appareil d'approvisionnement ; le manque de marchandises et la mauvaise répartition de ceux qu'on a, la réduction de la surface d'ensemencement et du capital de base de l'économie agricole dépensé, la fièvre bureaucratique et l'embrouillement au lieu et place de mesures réelles et tempéraments afin de combler les fissures et les déficits qui se font jour — tout cela pèse lourdement sur le prolétariat, affaiblissant son énergie et sa volonté pour la création socialiste tendue ; quant aux couches peu conscientes et fraîchement issues de la paysannerie, elles acquièrent un état d'esprit politique dangereux.

**

Evidemment il n'y a aucune nécessité de souligner que la disproportion fondamentale, renforçant et avançant au plus haut point les autres, est la disproportion entre l'industrie socialiste et l'économie agricole. Récemment encore, pour la majorité des bureaucrates stalinistes le problème du rapport entre l'industrie et l'économie agricole était considéré comme résolu par le cerveau « génial » et le poing de fer de Staline.

Encore au commencement de 1931 un bureaucrate soviétique assez important me déclara :

« Que nous chantes-tu là : « smytchka » ! « smytchka » ! Ce problème, important pour nous en son temps, est déjà du passé. Par la grâce du très grand cerveau théorique et la volonté de fer de notre Chef, il est déjà résolu dans la proportion de 80 %. Nous avons déjà collectivisé près de la moitié de l'économie agricole. Attends encore un an et demi ou deux, — et toute la paysannerie sera collectivisée ; le koulak en tant que classe sera liquidé. Presque 100 % de l'économie agricole appartiendra au secteur soviétique. L'industrie socialiste et l'économie agricole SOCIALISTE seront fondues dans un seul organisme plus ou moins harmonieux. Il ne se posera à nous que des problèmes techniques et d'organisation : il vaut mieux organiser et rassasier de technique — notamment la partie agricole — l'unique secteur socialiste. Où donc subsistera-t-il pour toi le problème de la smytchka, c'est-à-dire, un juste rapport entre l'industrie socialiste et l'économie individuelle, la petite bourgeoisie agricole ? ! »

Comme vous voyez, le problème fondamental de notre révolution se résolvait très simplement dans les têtes bureaucratiques : liquider en trois ans le koulak comme classe, c'est-à-dire le ruiner et le chasser dans

la taïga, et dans le même laps de temps collectiviser la paysannerie pauvre et moyenne par ce même moyen administratif-bureaucratique. Et le problème de la *smychka* est déjà résolu! on a déjà créé « une économie socialiste plus ou moins harmonieuse ». C'est ainsi, qu'il y a peu de temps encore, raisonnait la majorité des bureaucrates staliniens du petit, moyen ou gros calibre.

Actuellement cet « optimisme » stupide de bureaucratisme dénaturé a fondu comme neige au soleil — notamment au sein des petits et moyens bureaucrates. A la fin des trois années, durant lesquelles devait être fondamentalement réalisé « l'octobre économique » stalinien, — ainsi que quelques zélés « staliniens » du stalinisme ont baptisé la politique « de liquidation du koulak en tant que classe et la collectivisation généralisée » — ces illusions trompeuses, créées par les stupides bureaucrates, se sont dispersées à tous les vents de la production; la technique et le niveau de leur productivité de-travail sont un tant soit peu au-dessus du niveau moyen des économies individuelles sur la base desquelles elles ont été constituées. Le reste est dans une situation chaotique ou presque; la productivité de ces économies est à un niveau plus bas que celui de la productivité du travail dans les économies individuelles; de plus — ils dépensent le peu de matériel qui leur restait après la fièvre de la collectivisation. Le résultat en est la diminution de la surface d'ensemencement et de la récolte; qui ne diminuent pas seulement dans les collectivisations qui ont à leur actif des stations techniques et bien organisées de tracteurs. Mais ces stations ne sont encore que de petits oasis dans l'immense désert transformé bureaucratiquement. Dans le plus fort de l'emballage des transformations bureaucratiques, près de 35-40 % du cheptel fut détruit. Tout récemment encore le bureaucrate stalinien considérait assez légèrement cette dépense colossale « de l'octobre économique ». Sur ce cas lui-même il s'est créé des illusions.

Lorsque j'ai demandé au membre du Collège du Commissariat de l'Agriculture X., — personnage intelligent et plus ou moins compétent dans les problèmes agraires, — si le collège du Commissariat de l'Agriculture se rendait compte des lourdes conséquences découlant de la destruction du cheptel, par suite de la collectivisation pratiquée sous le knout administratif, — il me répondit ce qui suit :

« Evidemment, le Collège s'inquiète énormément de cette question; mais le résultat de l'analyse nous a conduit à un résultat apaisant. Nos calculs ont montré que durant l'année prochaine nous ne pourrions pas, évidemment, par nos seuls tracteurs remédier au manque énorme de la force motrice, nous ne pourrions pas de même rattraper les vides en bétail laitier par des achats de bétail reproducteur à l'étranger. Nous n'avons pas suffisamment de ressources pour cela. Mais malgré tout, les tendances nocives mises à jour par la collectivisation hâtive, nous inquiètent fort peu. Nos calculs nous ont montré que le cheval de la paysannerie collectivisée nous donnera pour le moins un coefficient d'accroissement d'utilisation de 30 % par rapport aux économies individuelles; quant à la vache de la paysannerie collectivisée — avec une meilleure reproduction dans les collectivités — elle donnera une augmentation non moindre du coefficient laitier. C'est ainsi que l'accroissement du coefficient de la production dans les collectivités étant, par leur structure sociale et technique, au-dessus des écono-

mies individuelles, couvre le déficit de la collectivisation hâtive. Ceci, vous les critiques et les sceptiques, l'oubliez et c'est là que réside votre opportunisme ».

C'est par de telles illusions que le Collège du Commissariat de l'Agriculture se tranquillise. A la base de ces illusions il y a une façon criminelle d'aborder étourdiment la solution des plus importants problèmes de l'économie agraire, et la statistique de Iakovlev n'est pas, par sa qualité, meilleure que celle de Larine. Ces gaillards du Commissariat de l'Agriculture n'ont oublié qu'une bagatelle dans leur conception apaisante : ils ont tout simplement oublié, que ce coefficient d'accroissement ne passe des estimations statistiques dans la réalité qu'à la condition que le cheval ou la vache du paysan fassent partie d'une collectivité qui soit réellement, par son organisation de la production et son niveau technique, au-dessus de l'économie du paysan individuel, assurant à ce cheptel une meilleure nourriture, une bonne reproduction et une meilleure utilisation.

Mais ce n'est pas le cas dans près de 80 % des collectivités, malgré l'énorme mise de fonds et d'efforts. C'est pourquoi la destruction énorme du cheptel, qui est le résultat de nos économistes agraires et de leur « hâtive généralisation... » n'est jusqu'à présent nullement réparée. Il est un des facteurs les plus nocifs conduisant à la diminution de la surface des ensemencements, du marché alimentaire et comme conséquence

— une diminution notable des fondements pour la réalisation de tout le plan de la construction socialiste.



— Le moujik nous a eu! — Ces derniers temps, cette phrase s'échappe de la bouche du bureaucrate essoufflé. Il s'efforce par cette phrase de justifier la non réussite de la politique de la direction. Les énormes difficultés d'approvisionnement, les diminutions de la surface d'ensemencement et du bétail, la chute de la récolte, l'énorme migration de la force ouvrière dans l'agriculture comme dans l'industrie, la dépense du capital de base dans presque toutes les collectivités — tout cela est dû, non à la fausse politique, mais à ce que le moujik ne veut pas travailler dans le secteur socialiste..., et qu'il « a eu » la direction, et le parti.

Si nous déduisons de ce raisonnement de bureaucrate staliniste que la cause de l'emballage bureaucratique de la collectivisation généralisée et de la liquidation du koulak en tant que classe, fut la surestimation de la paysannerie comme participante à la construction socialiste, ce serait faux. Staline et ses bureaucrates ont plutôt sous-estimé que surestimé la paysannerie, notamment le paysan pauvre. Mais ils ont étonnement surestimé le rôle des mesures administratives dans le processus de la reconstruction du village. Le bureaucrate croyait fermement à la toute puissance de la trique administrative, il croyait, qu'on peut par elle non seulement éliminer ou contraindre les oppositionnels à capituler mais transformer relativement facilement le « moujik » d'un petit bourgeois en un producteur conscient de l'économie.

— Le moujik ne veut pas ordinairement aller dans les collectivités, il se défille, mais nous le garotterons et le contraindrons à travailler dans les collectivités! — dans cette phrase, bien souvent répétée s'exprime toute l'étroite sagesse du bureaucrate staliniste.

Mais le « moujik » s'est révélé plus opiniâtre et

persévérant que Radek et Piatakov! Sous la menace du bâton il n'a pas « recouvré la vue », il n'a pas compris toute la conformité de la collectivisation, mais fut plus rapidement dérouter. C'est pourquoi il a perdu tout stimulant au travail; il ensemence mal, et récolte plus mal encore; à la première occasion il « détourne les yeux » du kolkhoz.

Je ne veux pas dire que toute la paysannerie collectivisée se trouve dans cette situation. Non, il y a une couche saine — 15 à 20 % — qui mène une lutte désespérée pour les formes nouvelles de l'économie.

On doit nécessairement se « raccrocher » à cette couche dans le travail ultérieur de reconstruction de l'économie agraire. Il faut l'approvisionner de ressources et moyens techniques nécessaires; il faut l'asseoir sur une solide base technique. En fortifiant cette couche saine et en reconstruisant les rangs du parti et des organisations sur l'ensemble du front économique on pourra d'un pas plus ferme aller plus loin dans la reconstruction de l'économie agraire sur des bases d'un plan.

**

Malheureusement, on doit constater que, malgré les graves périls menaçant l'Etat prolétarien, la bureaucratie stalinienne est restée fidèle à elle-même. Le dernier plenum du C. C., et les nouvelles exclusions du parti (Zinoviev, Kamenev, etc...) démontrent qu'elle a décidé de persévérer dans son inconscience. Le plenum a confirmé la justesse absolue de la ligne de la direction. La cause des fissures dans l'exécution du plan économique, la désorganisation de la circulation monétaire et toutes les difficultés colossales qui menacent, c'est d'après lui la mauvaise exécution des directives et des plans. En sont responsables les exécutants, les ouvriers et non la direction et la ligne fausse. Sur la nécessité d'un changement de régime, sous lequel même une idée bonne, une directive juste prennent dans leur réalisation une déformation étonnante, sous laquelle la pensée du parti est définitivement étouffée — sur cela, pas un mot.

La réponse au mécontentement grandissant de la base du parti et de la couche « moyenne » de l'appareil sont de nouvelles exclusions du parti, de nouvelles arrestations, de nouveaux exils de bolcheviks...

Il est évident, que dans une si profonde situation de crise dans le parti et le pays, le rôle des oppositionnels léninistes prend une grande signification, pour signaler les dangers et indiquer l'unique voie pour sortir de l'impasse.

TONOV.

Moscou. — Début octobre 1932.

La situation économique de l'Union Soviétique

Moscou. — fin septembre 1932.

Durant cette année les contradictions économiques et politiques se dévoilent, accumulées jusqu'à ce jour grâce à la déformation du cours emprunté à l'opposition vers l'industrialisation et sa réalisation bureaucratique par l'actuelle direction. Le rythme du développement économique s'est énormément ralenti.

LA PRODUCTION de l'industrie au 1.7.32 constitue

37,8 % du plan général pour l'année, en augmentation de 18,2 % pour la première moitié de l'année 1931 et de 5,2 % par rapport à la seconde moitié de 1931 pour le Commissariat de l'Industrie lourde et de 1,2 %, pour le Commissariat de l'Industrie légère.

Les rythmes d'accroissement diminuent de mois en mois.

Les énormes disproportions dans l'économie nationale désorganisent et décomposent toutes les sphères de la production. Ce qui s'exprime avant tout par l'énorme inutilisation de la puissance de l'équipement industriel. L'industrie des constructions de machines a énormément souffert à ce sujet. Les usines d'automobiles et tracteurs, par exemple, n'ont pu travailler pendant des semaines entières. Par suite de manque et du non-complément du métal, la production non réalisée dans la construction des machines s'est accrue de 141,5 millions de roubles au commencement de l'année à 183,2 millions au 1^{er} juin. La proportion de la production non réalisée au 1^{er} mai surpassa la production sortie de 27 % et au 1^{er} juin la production non réalisée surpassa le volume brut de la production de 51 %.

En outre, il s'avère que la production n'est pas complétée chez le consommateur. Dans l'économie nationale on n'a pas utilisé pour cette raison le parc de Diesel de 193.000 chevaux-vapeur, alors que la production des Diesel dans la première moitié de 1932, se composait de 20.000 HP.

Un tel manque d'amortissement du capital s'observe dans les autres branches de l'économie. Sur les 390.000 kw. de la nouvelle force des stations électriques, malgré le manque d'énergie, il y a 200.000 kw. qu'on ne peut utiliser, par suite de manque de câbles.

La non concordance de la balance matérielle des données du rythme décompose l'industrie sous d'autres rapports. Parallèlement à la perte de temps de l'ouvrier la qualité de la production empire partout et les REBUTS augmentent. C'est ainsi que, par exemple, les rebuts dans l'industrie électrique étaient en mai de 29,5 % et par rapport aux normes du plan de 15 %, atteignant dans certaines usines jusqu'à 50 %.

L'accroissement de la PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL s'est arrêté. Par rapport à la première moitié de 1932 elle s'est accrue de 4 % et par rapport au plan, de 23 %. Mais par rapport à la seconde moitié de l'année 1931 la productivité du travail était selon le N.K.T.P. de 99,1 % et selon le N. K. L. P. de 91,4 %. Dans la dynamique de la productivité du travail se reflète la désorganisation croissante de l'économie, ainsi que la situation matérielle de la classe ouvrière et son état d'esprit politique.

Le niveau de vie des ouvriers s'est de nouveau, durant cette année, brutalement abaissé. L'approvisionnement des ouvriers s'est presque arrêté. Il n'est pas étonnant qu'on communique de l'Oural, comme d'autres lieux, que le scorbut et le typhus se propagent parmi les ouvriers. La non-satisfaction des besoins progressifs de la classe ouvrière se complique de manque de confiance à l'égard des plans de la construction économique; l'indifférence s'implante en elle et elle les frustre de son appui. Mais son attitude hostile envers ce qui se passe a un caractère passif et s'exprime par un amoindrissement de l'activité ouvrière.

LA MIGRATION de la force ouvrière, durant cette année s'apparente à celle de l'année dernière, et s'accroît

brutalement ces derniers temps. Les interruptions de travail sans motif plausible croissent aussi. Il est évident que le PRIX DE REVIENT au lieu d'une diminution de 6 % augmente de 2,6 %. Par ces motifs l'accumulation du secteur réalisée est fortement au-dessous du plan. Le revenu net accumulé dans ce secteur durant la première moitié de l'année est de 650 millions de roubles au-dessous du plan.

Il en est de même de la CONSTRUCTION. Le manque de coordination entre les ressources réelles du financement du capital de construction a amené une rupture entre les ressources assignées et les travaux réalisés. Selon les cercles autorisés, les ressources de la construction fournies, sont de 44 % du plan, et le travail réalisé de 26,6 %. L'augmentation du prix des constructions de 20 %, qui, inévitablement, par suite d'une certaine importance du retard de la balance des matériaux de construction sur les travaux commencés, explique aussi par cette rupture l'utilisation des ressources dans des proportions et indications autres que celles des ressources du système financier.

Les ressources manquant sont à peu près de 400 millions de roubles. L'éparpillement des dépenses dans les constructions durant cette année par analogie avec l'année dernière, selon les indications du N. K. T. P. au 1.2.32, de plus... (le manuscrit n'a pas été déchiffré); la construction de 1.659 unités au prix de 3.085 millions de roubles fut réduite au 1^{er} juin à 1046 unités avec une assignation de 1.945 millions de roubles. L'éparpillement des ressources dépensées retarde la mise en exploitation des constructions et augmente le volume des constructions non terminées. Le pourcentage de la mise en exploitation était en 1928 — 76,8; en 1929 — 77,7; en 1930 — 71,3; en 1931 — 66 %; quant au coût de la construction non terminée pour les années correspondantes, il était, en millions de rouble, de 1.234; 1.701; 2.739; 4.683.

La tension accrue des relations des classes dans le pays s'exprime on ne peut plus clairement dans la SITUATION AGRAIRE.

La surface d'ensemencement par rapport à l'année dernière est de 99,6 % et le pourcentage par rapport au plan, de 94,5. L'ensemencement du froment par rapport à l'année 1931 a beaucoup diminué; près de 11 %. Le travail de la terre a empiré. Les ressources énergétiques de l'économie agraire se sont catastrophiquement interrompues. L'accroissement de la force motrice mécanique de 306,5 mille HP en 1928 à 2.066 mille HP, soit de 574 % n'est pas en mesure de compenser la force motrice animale tuée. La force motrice animale, si on la calcule en force mécanique de 1.000 HP par rapport à 1928 est en 1929 de 19.728 plus 1,6 %; en 1930 — de 17.282, moins de 11 %; en 1931 — de 15.822, moins de 18,6 %; en 1932 — 14.679, moins de 24,4 %. Par rapport à 1928, la source de la réserve générale en force motrice animale en % était de : 1929 — plus 2,4; en 1930 — moins 7,8, en 1931 — moins 12,1; en 1932 — moins 15,1. Le processus d'anéantissement de la force motrice animale continue. Le coefficient de la mécanisation de l'économie agraire ne dépasse pas actuellement 12 à 13. Il faut avoir en vue que l'utilisation des tracteurs durant cette année a empiré. Dans le sovkhos « Gigant » (Caucase septentrional), pour une norme de travail de 24 heures par jour on a ajouté les ressources de forces suivantes : en 1931 — 61,2 %; en 1932 — 59,9 %; on a dépensé pour le trajet 76,4 ou 69 % et

pour le travail 23,6 ou 31 %; en moyenne pour un seul tracteur le travail effectué par jour est de 14,7 ou 14,4 brut et 11,2 ou 9,5 net. Ces indices sont caractéristiques de l'utilisation de tracteurs dans toute l'économie agraire.

LA RÉCOLTE était pour tous les céréales, de 6,7 centiares par are l'année dernière, et sera encore moindre cette année. La grande humidité des champs, diminuera encore la moisson brute. Les pertes s'accroissent ainsi que les retards dans la récolte. Les pertes étaient l'année dernière estimées à 36 mille quintaux de céréales; 12,7 mille quintaux de betteraves, 3.387 quintaux de tournesol.

La situation catastrophique du bétail n'est niée par personne. La diminution du cheptel a suivi la marche suivante :

1932 en % par rapport à	1931	1928	1932
les chevaux de trait	91,6	79,5	94,8
le bétail à cornes	89,9	61,4	94,4
vaches	94,9	75,9	94,0
moutons	73,3	39,1	62,1
porcs	98,3	54,4	114,7
Tout le cheptel évalué en chevaux	89,9	53,8	94,4

Le départ des kolkhozes de 502.000 économies (en 6 mois de l'année présente) ne montre qu'en partie la tension des rapports des classes. Toute la grande masse de la paysannerie est liée sur la base des contradictions qui s'additionnent dans les rapports économiques tant au village que dans les relations entre la ville et la campagne. La direction du parti s'embrouille dans sa politique à la campagne; un décret contredit l'autre, semant le manque de confiance au sein de la paysannerie, embrouillant et compliquant la situation économique et politique. Les espoirs mis dans le commerce des kolkhozes ne se sont pas vérifiés. Il croît très lentement et en tout cas ne satisfait pas la demande.

LES PRIX augmentent. L'index des prix de détail, c'est-à-dire sur le marché libre a augmenté pour les produits alimentaires par rapport au 1^{er} janvier 1930 de 398,6 au 1^{er} janvier de l'année courante, et jusqu'à 660 au 1^{er} juillet. Les prix des coopératives par rapport aux prix du 1^{er} février 1932, selon l'index général des prix de la ville de 34,4 en juin, et l'index alimentaire des prix de détail de 33,2 %.

Il convient de noter le rapport défavorable des prix de l'économie agraire et les prix industriels : l'index général des prix des marchés en 1932 était (pour cinq produits alimentaires) : le 1.1.32 (en comparaison avec les prix moyens de l'année 1928) — 699, et au 1.7.32 — 1.327; l'index des produits industriels de détail des prix citadins, utilisés par les coopératives en 1932 était par rapport au : 1.1.1932 — 108,5; et au 1.7.32 — 146,3.

Comme suite à l'insatisfaisante exécution du plan; les stockages centralisés d'approvisionnement pour les ouvriers empirent de quartier en quartier.

Les inexécutions du plan accumulées dans les secteurs généraux, l'arrêt et le ralentissement dans la circulation des marchandises ont conduit au déficit qui se couvre par L'INFLATION. Au 26.7.1932 l'émission a atteint 1.320 millions de roubles, dont 749 millions de roubles en juillet.

K. O.

Lettres de Changai

I

Le 15 octobre, le gouvernement du Kuomintang et l'impérialisme anglais ont porté un rude coup à la section chinoise de l'opposition de gauche internationale. Le camarade Tchen Dou Siou a été arrêté et d'autres arrestations et perquisitions ont eu lieu durant trois jours. Douze camarades ont été arrêtés ensemble parmi lesquels quatre membres du comité central; les autres étaient des fonctionnaires et des ouvriers techniques. Tout cela arriva par suite d'une trahison policière comme en mai 1931 et, comme cela se passe d'une façon épidémique depuis deux ans, dans le parti officiel aussi bien que dans l'opposition de gauche.

Par exemple, à Nankin, des responsables du Parti ont livré d'autres camarades au gouvernement, si bien que plus de trente exécutions eurent lieu. Dans certaines organisations locales, le secrétaire du Parti a livré à la police d'autres travailleurs du Parti. En ce qui nous concerne, six membres du comité central parmi nos meilleurs camarades ont été arrêtés. Depuis mai 1926 plusieurs sont morts en prison. La seconde trahison eut lieu en août 1931. Cinq arrestations eurent lieu, dont un membre du C. C. Plusieurs arrestations individuelles furent aussi opérées dans le courant de cette année.

Mais cette fois, la perte est infiniment plus grande pour nous. Maintenant le C. C. presque entier (sauf deux camarades ouvriers) a été emprisonné et on peut imaginer les conséquences.

L'arrestation du camarade Tchen a provoqué une grande satisfaction et une joie saugés dans la presse bourgeoise et impérialiste. Le *Times* de Changai l'appelle le « père du communisme en Chine ». La presse bourgeoise chinoise parle de son arrestation comme de « l'affaire la plus importante depuis qu'a commencé la lutte contre le communisme ». Ainsi, en dépit des injures des stalinien, en dépit des nombreuses arrestations de communistes, la presse capitaliste considère l'arrestation de Tchen Dou Siou comme la plus importante depuis 1927.

Le Parti communiste chinois est décapité

Personne, même dans les rangs du parti, ne connaît le ou les dirigeants. Il y a plusieurs mois, j'appris que le secrétaire général du Parti était un jeune nommé C..., que je connais bien. C'est un étudiant envoyé à Moscou fin 1926 pour y étudier en tant que membre de l'I. C. J. Il resta à Moscou jusqu'en 1929 ou 1930, d'abord comme étudiant, puis comme interprète, y adhéra au Parti et, en 1932, devint secrétaire général d'un Parti qui prétend organiser des centaines de milliers de membres. Il n'y a là rien d'extraordinaire. Il obtint ce poste uniquement parce qu'il était le jouet de Miff, le spécialiste stalinien de la Chine.

Les vieux dirigeants du Parti sont allés occuper des postes de « commissaires du peuple » dans les « districts des soviets et de l'armée rouge », ou bien ont été écartés du travail responsable, comme Strakov, ou bien ont été exclus du Parti. Le Parti est physiquement détruit, sous la direction de tels étudiants de Moscou, seulement capables d'obéir aux ordres de l'I. C. et de les transmettre aux organisations de base ou bien d'ourdir des intrigues contre leurs adversaires.

Ainsi, un camarade des hautes sphères dirigeantes du Parti me racontait une fois que les membres du B. P. ne montrent aucune initiative dans le travail et font uniquement ce qu'on leur ordonne. Un de nos camarades de Hong Kong qui sortait de prison me raconta ceci : en prison, il avait fait la connaissance d'un ouvrier responsable du Parti, qui lui apprit qu'à Canton, il n'existait aucun élément communiste, et qu'à Hong Kong, il n'y a que deux cellules du Parti, composées uniquement de fonctionnaires envoyés de l'extérieur par le Parti. Les idées communistes n'ont pas seulement cessé de pénétrer dans les masses, mais même elles perdent de leur influence sur les vieux membres du parti. Certains rivalisent entre eux pour livrer leurs autres camarades à la police : d'autres se sont désavoués et sont rentrés dans le Kuomintang pour y recevoir du travail.

Sur ces entrefaites, Chang Kai Chek a trouvé une nouvelle orientation à sa politique. Il ne se sent plus capable de contrôler effectivement l'hétérogène Kuomintang et a, par suite, fondé

une organisation fasciste à lui, « l'Association des chemises bleues ». Actuellement, le K.M.T. est un parti fasciste dans ses rapports avec le prolétariat et la paysannerie pauvre. Mais Chang ne se fie plus à lui et est poussé à mener une politique indépendante. Cela est symptomatique du procès de désintégration du K. M. T. Par suite, la pointe de l'A. des chemises bleues est dirigée dans la plus grande partie contre les adversaires de Chang à l'intérieur du K. M. T. Cette association a ses « groupes de fer et de sang » pour lancer le « mouvement de destruction des opposants » ou « terreur bleue », à Nankin, Han-Kéou et Shanghai. Ils opèrent des arrestations secrètes et des raids meurtriers. Les cadres de ces « Chemises bleues » se recrutent surtout à deux sources : 1° les anciens cadets de Wampou ; 2° les étudiants de Moscou. Très souvent, Chang accorde haute paye à ces rênégats et étudiants de Moscou. Il leur pose fréquemment cette question : « Comment Staline a-t-il éliminé Trotsky ? » Sa presse soutient qu'éventuellement il appliquerait à ses adversaires politiques les méthodes employées par Staline contre Trotsky et par Mussolini contre Nitti. Il y a actuellement au service de Chang plus de 300 étudiants de Moscou. Ils luttent pour le non-développement capitaliste de la Chine et la terre au paysan.

Naturellement, Chang n'est pas le seul à recruter ses fidèles chez les rênégats du communisme ; les autres groupes du K. M. T. (social-démocratie, parti des paysans et des ouvriers) le font également. Dûs à l'absence d'un mouvement des masses, ces tentatives ne sont pas encore sorties au grand jour et se groupent autour de diverses publications.

L'entrée de ces rênégats dans le K. M. T. est l'aboutissement de l'école staliniste. Qui supprime la libre expression et la libre pensée, qui oblige les étudiants à apprendre mécaniquement le catéchisme marxiste-léniniste sans en comprendre les rapports profonds — désoriente seulement les meilleurs éléments de nos propres rangs et facilite à des éléments étrangers l'adoption d'une couleur protectrice : et aux moments décisifs, ils se retournent contre nous. L'école staliniste n'éduque pas la nouvelle génération du point de vue du communisme, c'est-à-dire de la révolution permanente, mais du point de vue de la démocratie vulgaire, c'est-à-dire de la collaboration des classes. La politique de Staline est toujours dirigée vers l'affaiblissement de la position du P. C. et le raffermisssement de celle de l'ennemi. Il est vraiment triste que pendant la progression révolutionnaire, le P. C. tout entier fût mis à la disposition du K. M. T. et

que, pendant le triomphe de la contre-révolution, une partie de ses forces serve le K. M. T. comme traître. Une rééducation est nécessaire pour nous transformer en vrai Parti communiste, mais c'est une tâche difficile sous les coups de la réaction et les fautes accomplies pendant des années : les lents progrès qu'a fait l'opposition chinoise le montrent bien.

Le camarade Tchen Dou Siou fut la figure la plus éminente du mouvement révolutionnaire de ces quinze dernières années. Né en 1879 d'une riche famille de mandarins, il poursuivit son activité révolutionnaire depuis sa jeunesse surtout dans le domaine littéraire comme éditeur de journaux et professeur secondaire. Il habita quelque temps au Japon. A cette époque, la révolution était dirigée contre la dynastie mandchoue et était nationale et démocratique. La révolution de 1911 finit par un échec et l'établissement de la dictature militaire de Yuan Shi Kaï, puis de Tuan Chi Jui. Le premier capitula devant l'impérialisme japonais et les « 21 demandes » et le second était le jouet avéré du Japon.

Le camarade Tchen, se distinguant des pseudo révolutionnaires de cette époque du type de Sun Yat Sen, qui voulaient renverser Yuan Shi Kaï et Tuan Chi Jui par des aventures militaires, se donna la tâche de gagner la jeunesse en se vouant au travail de propagande. Il fonda l'organe mensuel *La Jeunesse*, qui joua un rôle des plus importants dans l'histoire de la culture et du mouvement social chinois. Au nom de la science et de la démocratie, il engagea une lutte impitoyable contre les enseignements de Confucius qui, en tant que tradition vieille de 3.000 ans, entravaient le développement de la pensée révolutionnaire dans la jeunesse. *La Jeunesse* contribua également à la réforme de la langue chinoise et au remplacement, dans la littérature, de la vieille langue morte par la langue parlée, ce qui eut la même importance qu'en Europe au seizième siècle, la substitution des langues nationales au latin. Depuis, écrire ne fut plus le privilège d'un nombre infime de lettrés, mais s'étendit à d'assez larges masses. Cette période (1916-1919) appelée la « période de la révolution idéologique et littéraire » ouvrit la voie au développement du mouvement des masses, débutant avec la démonstration anti-japonaise des étudiants, le 4 mai 1919. A ce moment, le camarade Tchen fut obligé de donner sa démission de doyen de la section littéraire de l'université de Pékin, car son activité littéraire soulevait une forte opposition dans les cercles conservateurs de même qu'elle souleva le mouvement des masses et révolutionna l'esprit de la jeunesse.

Il esi caractéristique que, même à cette époque, le K. M. T., qui avait à sa tête Sun Yat Sen, considérait avec inquiétude la révolution idéologique et littéraire, la rejoignit ensuite à moitié, puis la suivit quand elle devint populaire. Inutile de dire que le gouvernement du K. M. T. tend toutes ses forces pour restaurer la dignité du confucianisme et réintroduire l'emploi de la langue morte dans l'écriture.

Au plus fort du mouvement anti-japonais des étudiants, le camarade Tchen, ancien professeur, mais ardent révolutionnaire, écrivit un pamphlet dénonçant le gouvernement traître et, seul à le faire, en distribua les exemplaires dans les rues de Pékin, dans le but de diriger le mouvement contre l'ennemi intérieur. Il fut alors arrêté et emprisonné quelques mois. Libéré, il alla à Shanghai et y fonda le P. C. en 1920, avec quelques camarades dont la plupart devinrent par la suite des rénégats et adhérents au K. M. T. Il fut arrêté deux fois par les autorités de la concession française en 1921 et 1922. La seconde fois, il fut relâché uniquement parce que les autorités s'inclinèrent devant la pression de nombreuses organisations de masses.

En 1922, il assista au quatrième congrès de l'I. C. comme délégué du P. C. chinois. Peu après, un camarade dirigeant me dit qu'il faisait des progrès remarquables à son retour en Chine. Quelle immense évolution il aurait suivi et avec quelle facilité aurait été écarté le destin tragique que nous subimes s'il y avait eu une direction juste de l'I. C. ! Son rôle dans la révolution chinoise de 1925-1927 est bien connu. Je veux seulement rappeler ici qu'en mai 1927 au 8^e Plenum de l'I. C., Staline et Boukharine défendaient encore la politique du camarade Tchen contre les critiques de l'opposition. On appelait le P. C. chinois un parti modèle.

Mais quelques mois après, quand la défaite de la révolution fut devenue trop évidente, Staline et Boukharine rejetèrent subitement toutes les responsabilités sur le camarade Chen. Même si leur accusation était vraie, que le camarade Chen, en opposition avec les directives « justes » de l'I. C. eût mené une politique fausse, l'acte de Boukharine et de Staline qui l'attaquèrent seulement lorsque la révolution était près de sa fin tragique, ressemble beaucoup au proverbe chinois : « Laisse-le tomber dans le bien et jette-lui alors la pierre. »

Le camarade Chen fut membre du C. C. et secrétaire général du P. C. depuis sa fondation jusqu'au 7 août 1927, où il fut écarté du travail et devint le bouc émissaire de la politique stalinienne. Après la défaite de la révo-

lution chinoise, il refusa les invitations de se rendre à Moscou en comprenant qu'il n'avait rien à apprendre des épigones. Ce n'est qu'en 1929 qu'il put connaître les écrits de Trotsky relatifs à la révolution chinoise et qu'il se convainquit de la justesse des positions de l'opposition. C'est pour cela, et parce qu'il refusait de combattre le « trotskysme » qu'il fut exclu du parti à la fin de 1929.

Depuis, il fut d'abord le chef de l'un des groupes, puis de l'opposition unifiée. Il contribua de toute son énergie, de son temps et de ses moyens, si modestes qu'ils fussent, c'est-à-dire avec tout ce qu'il possédait, à aider le mouvement. Le K. M. T. attachait une grande importance à son arrestation. Mais il vivait dans les quartiers ouvriers de Shanghai, tenait de nombreuses réunions et dirigeait le travail, écrivant des articles et des appels et s'occupant aussi du travail technique. Dans les derniers temps, il était sérieusement malade et devait garder le lit.

Le K. M. T. a fini par glisser un mouchard dans nos rangs. Tchen fut transféré à Nankin et nous ne savons pas quel sort lui a été réservé. Le K. M. T. ne manque pas de désir de vengeance. Il n'est pas question que les masses élèvent la voix, car elles sont dans un état amorphe. Mais il y a beaucoup d'intellectuels influents, lettrés, professeurs et journalistes qui, en considération de ses services passés à la culture chinoise et à la révolution et à cause de sa personnalité, poussent à l'indulgence envers le camarade Tchen. Le K. M. T. lance contre lui des calomnies et insinue qu'il aurait demandé à voir Chang Kai Chek. Les premiers à accrédi-ter de telles rumeurs sont les stalinien-ns.

L'activité révolutionnaire et littéraire du camarade Tchen durant ces quinze dernières années reflète l'époque avec ses forces et ses faiblesses. Ce fut la période de l'éveil national de la petite bourgeoisie, des étudiants et du jeune prolétariat; beaucoup de courants de la pensée socialiste et révolutionnaire d'après-guerre trouvèrent leur voie en Chine.

Les événements s'y développèrent trop rapidement pour permettre aux lutteurs politiques une étude systématique et approfondie, au milieu de ces courants contraires. Le camarade Chen évolua vers le communisme par une série de paliers et par suite avec des inconstances. Limité par sa seule connaissance du japonais (il connaît peu l'anglais), il lui fut difficile d'atteindre à une éducation marxiste complète. Il eut à diriger la révolution chinoise au moment où la direction de l'I. C. avait déjà passée dans les mains des épigones. Son développement ne fut pas aidé et soutenu en temps

voulu. Il caractérise l'effort vers le progrès, mais les débris de la pensée traditionnaliste pesaient sur lui. Au moment où l'opposition a un besoin urgent de sa direction et de son expérience politique, quand ses défaites peuvent être corrigées sous la direction de Trotsky, il nous est arraché par le gouvernement du K. M. T. C'est la plus grande perte que nous ayons subie depuis deux ans.

NIEL-SIH.

II

TABLEAU DE LA SITUATION ACTUELLE EN CHINE

Arrêtons-nous maintenant sur le mouvement ouvrier à Changai après le conflit sino-japonais. Depuis, des millions furent réduits en cendres, la production a diminué, le chômage a cru, l'armée de la faim a grandi, la crise d'après-guerre pèse lourdement sur le peuple. La bourgeoisie n'a pas laissé passer l'occasion de renvoyer les ouvriers mécontents, de diminuer les salaires et d'intensifier l'exploitation du travail. La tâche du moment était la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs contre l'offensive capitaliste. Malgré les conditions défavorables de lutte, une vague de grève s'est développée: grève des travailleurs des postes, des ouvriers typographes, des filatures de soie, d'une partie des employés du téléphone, des travailleurs des tramways, des conducteurs d'autobus et autres grèves et conflits du travail. La plupart de ces grèves se sont terminées par la défaite.

L'attitude des patrons était fort résolue et intransigeante, mais de leur côté les travailleurs aussi étaient obstinés dans leur lutte. Les dirigeants jaunes sabotèrent ou trahirent les grèves. Dans ces grèves, on put remarquer que les syndicats jaunes pouvaient aider les ouvriers à lancer les mouvements de grèves. Parmi toutes ces grèves, les staliniens ne furent en relations qu'avec celles des employés du téléphone et des conducteurs d'autobus. L'opposition de gauche dirigea d'abord celle des employés du téléphone, mais les staliniens usèrent de tous les moyens pour briser notre direction. Alors que le comité de grève soumis à notre influence était réellement l'élu des masses, les staliniens fondèrent un comité élu par leurs propres hommes dont la plupart n'étaient pas des ouvriers. Ils se servirent de ce comité pour attaquer le nôtre. Les staliniens proclamaient que la grève ne se terminerai que lorsqu'une victoire 100 p. 100 aurait été obtenue, qu'ils refusaient l'aide de n'importe quelle organisation (y compris les

syndicats jaunes). La compagnie du téléphone est une entreprise américaine. Quand les contremaîtres (poussés par des sentiments nationalistes), offrirent leur coopération avec les grévistes, les staliniens posèrent des conditions déraisonnables afin de rendre cette collaboration impossible. Les employeurs, voyant cette discussion parmi les grévistes, raffermirent leur résistance. Les ouvriers reprirent le travail sans condition et beaucoup furent renvoyés ensuite.

La grève des autobus révéla encore plus clairement la faillite de la tactique stalinienne. Les staliniens obtinrent d'abord la direction de la grève, mais ils ne savent pas s'adapter aux travailleurs retardataires pour les amener dans la lutte. Quand ils déclarèrent refuser toute aide du dehors, leurs dirigeants furent désavoués par les grévistes. La direction ultra-gauche des staliniens ne réussit qu'à les isoler des travailleurs et tous les efforts héroïques faits pour empêcher l'œuvre des briseurs de grèves ne servirent à rien.

Malgré le réveil du mouvement ouvrier dans la période d'après-guerre et par suite de la fausse tactique suivie par les staliniens et l'absence de propagande politique et de lutte pour les buts démocratiques, les communistes ne se fortifient pas dans le mouvement ouvrier. L'activité organisatrice des masses n'a pas fortement grandi. La disproportion entre la direction et la volonté de lutte des masses reste encore énorme.

Pour compléter ce tableau de la vie politique actuelle en Chine, tournons notre attention vers ce qui s'est produit dans les districts de l'armée rouge. Les troupes du gouvernement ont remporté dernièrement plusieurs victoires dans les provinces d'Hupei, Anwei et Honan. Nous ne possédons aucune information directe. Nous avons lu, il n'y a pas longtemps, deux résolutions du premier congrès du P. C. du district soviétique de Kiangsi-Sud (centre des districts soviétiques). Nous en citons les passages suivants afin de montrer la situation réelle dans ces districts.

La résolution débute par une plainte contre la ligne de Li Li San pour *« n'avoir pas confisqué la terre superflue et la meilleure des paysans riches... Dans presque tous les districts on n'a pas confisqué la terre des propriétaires terriens et des paysans riches et pendant longtemps on a laissé la terre sans la partager; quand on le fit, ce fut suivant la possession des instruments de production. Ce fut là une ligne absolument en faveur du paysan riche »*.

« La conscience prolétarienne est faible dans le parti des districts soviétiques. Le parti reflète l'idéologie retardataire de la paysan-

nerie... L'activité des paysans et des ouvriers ne se développe pas, des éléments étrangers tels que les paysans riches, les marchands et la jeunesse des propriétaires fonciers et des aristocrates, s'infiltrèrent dans le gouvernement et dans toutes les organisations révolutionnaires. Même les cadres du parti sont remplis d'éléments étrangers.»

« La lutte de classe dans les districts soviétiques... est entravée. Les relations organisées du gouvernement aux organisations de masses sont infiniment relâchées et beaucoup d'organisations n'existent que sur le papier... »

« Il y a encore des fautes et des déficiences dans le travail de l'armée rouge. Tout d'abord, dans la réorganisation de l'armée rouge, on n'a pas mis au centre la tâche de se débarrasser des éléments propriétaires, paysans riches et marchands. De préférence on s'est fixé la tâche de nettoyer l'armée de ses vagabonds — tout à fait vaguement — jusqu'à considérer les soldats et les officiers non titularisés de l'ancienne armée blanche... Jusqu'à maintenant, l'armée rouge ne s'est pas encore débarrassée des traditions de la guerre de partisans qui se caractérise par une organisation relâchée, de petits groupements, une action indisciplinée, le manque de division scientifique du travail, l'ignorance de la guerre de positions... Il existe encore des débris de caste militariste; elle se caractérise concrètement dans le fait qu'il y a de mauvaises relations entre les commandants et les commandés, entre l'armée et la masse des travailleurs... »

« Après la résolution d'août (1931) du bureau central sur la question agraire, il y a encore des fautes opportunistes de l'aile droite, consistant en concessions faites aux propriétaires, à l'aristocratie et aux paysans riches... »

« Répétons-le encore, il faut prendre des mesures de réorganisation des institutions gouvernementales soviétiques où il y a encore des propriétaires fonciers, des paysans riches et des marchands. Par là le gouvernement soviétique perd le caractère de classe du pouvoir des ouvriers et des paysans... Les organisations de base du pouvoir politique — soviets de villes et de villages — ne sont pas du tout organisées. Le comité exécutif du gouvernement du village et les groupes de gouvernement les remplacent, envoyant les masses à droite et à gauche. Les institutions gouvernementales sont accaparées avec ces fonctions non gouvernementales, telles que l'obtention du droit de transporter des coolies, l'entretien des voyageurs, etc... »

« Les anciens syndicats n'avaient plus rien

d'unions de classe. Les patrons, les travailleurs indépendants, et même les moines et les oracles y adhèrent. La lutte de classe des travailleurs contre les patrons n'est pas développée. On n'a rien fait pour améliorer les conditions de vie des ouvriers. La journée de huit heures n'est généralement pas appliquée. Les luttes que mènent les syndicats sont les luttes des artisans contre les paysans... et les menacent de briser l'alliance avec la paysannerie. On ignore en général l'agitation anti-impérialiste.

« Il y a peu d'ouvriers et d'ouvriers agricoles dans le parti, mais les éléments étrangers, comme les paysans riches, les propriétaires, les marchands, la jeunesse des propriétaires se mêlent à lui... »

« Les débris militaristes continuent à monopoliser le gouvernement comme les généraux du Kuomintang le font à l'égard du Kuomintang. Ils pensent que l'armée rouge a créé le gouvernement et que les institutions gouvernementales devraient lui être subordonnées. »

Ainsi, malgré l'adoption de résolutions importantes condamnant le bureaucratisme, la tendance paysanne riche, les survivances militaristes, etc., pendant les deux dernières années, tout dans les districts soviétiques continue à aller de mal en pis. La guerre de partisans dégénère inévitablement lorsqu'elle n'est pas soutenue par des mouvements de masse dans les villes. Les staliniens veulent nier cette vérité, mais à la fin, ils en deviennent les victimes. Sous le couvert du communisme, les staliniens sont en réalité en train de convertir le parti chinois en un parti paysan-ouvrier. L'influence du communisme en Chine est pratiquement nulle et ce que le P. C. chinois représente n'est rien autre que la politique de la petite bourgeoisie réduite au désespoir.

La crise de Mandchourie ouvrit des possibilités immenses au développement du communisme chinois. Le gouvernement du Kuomintang ne s'est jamais discrédité autant qu'au cours de cette crise. Les masses populaires se radicalisent, mais le communisme chinois est paralysé par sa faiblesse interne et a laissé s'enfuir ses chances. Le régime de Kuomintang est en train de ragner les positions perdues et de se stabiliser une fois de plus.

Nous devons recommencer par le commencement. Les difficultés qui s'élèvent sur la route sont grandes. Mais sous la direction de l'opposition internationale et du camarade Trotsky, nous pourrions trouver la juste voie, consolider nos propres rangs et nous ébranler lentement, mais fermement.

NIEL-SIH.

Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste

JUILLET (1921)

Nous republions ce mois-ci une des thèses centrales adoptées par le III^e Congrès de l'I. C., en 1921. La longueur de tels documents nous interdit d'en envisager la parution régulière dans la revue.

Comme nous l'indiquons d'autre part, nous publierons bientôt en volume l'ensemble des documents des Quatre premiers Congrès de l'I. C.

Dans le prochain numéro nous publierons la Thèse sur le front unique ouvrier adoptée par l'Exécutif de l'I. C. le 18 Décembre 1921, ainsi que la fin de la thèse ci-dessous.

Thèses sur la tactique

(Adoptée dans la 24^e séance, le 12 Juillet 1921)

1. Délimitation des questions.

« La nouvelle Association Internationale des ouvriers est fondée pour organiser des actions communes des prolétaires des différents pays, actions dont le but commun est : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Internationale des Soviets en vue de la suppression complète des classes et de la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste ».

Cette définition des buts de l'Internationale Communiste, posée dans ses Statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la révolution du communisme, il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour démolir le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

La question de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire, est hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle : dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le 3^eème Congrès de l'Internationale Communiste reprend l'examen des questions de tactique dans des

conditions nouvelles, puisque dans bien des pays la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

2. A la veille de nouveaux combats.

La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

L'acuité diverse des antagonismes, la différence de la structure sociale et des obstacles à surmonter selon les pays, le haut degré d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut développement capitaliste de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord, étaient des raisons suffisantes pour que la guerre mondiale n'aboutît pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale. Les communistes ont donc eu raison de déclarer, déjà pendant la guerre, que la période de l'impérialisme conduirait à l'époque de la révolution sociale, c'est-à-dire à une longue suite des guerres civiles à l'intérieur des divers Etats capitalistes et de guerres entre les Etats capitalistes d'une part, les Etats prolétariens et les peuples coloniaux exploités d'autre part.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite ; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifient de temps à autre et se concentrent en crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus traînant du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis à la bourgeoisie mondiale de surmonter facilement la crise de la démobilisation ; c'est ce qui lui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919—1920 d'éveiller dans la classe ouvrière un nouvel espoir d'améliorer sa situation dans le cadre du capitalisme, cause essentielle de la défaite des soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1919—1920.

La crise économique mondiale, qui apparut au milieu de 1920 et qui s'est étendue aujourd'hui sur tout l'univers, augmentant partout le chômage, prouve au prolétariat international que la bourgeoisie n'est pas en mesure de reconstruire le monde. L'exaspération de tous les antagonismes politiques mondiaux, la campagne rapace de la France contre l'Allemagne, les rivalités anglo-américaine et américano-japonaise avec la course aux armements qui s'ensuit, montrent que le monde capitaliste à l'agonie titube de nouveau vers la guerre mondiale. La Société des nations, trust international des Etats vainqueurs pour l'exploitation des concurrents vaincus et des peuples coloniaux, est minée par le moment par la concurrence américaine. L'illusion avec laquelle la social-démocratie internationale et la bureaucratie syndicale ont détourné les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire, l'illusion qu'elles pourraient, en renonçant à la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire, obtenir graduellement et pacifiquement le pouvoir économique et le droit de s'administrer elles-mêmes, cette illusion est en train de mourir.

En Allemagne les comédies de socialisation avec lesquelles le gouvernement Scheidemann-Noske, en mars 1919, chercha à retenir le prolétariat de l'assaut décisif, touchent à leur fin. Les phrases sur la socialisation ont fait place au système bien réel de Stinnes, c'est-à-dire à la soumission de l'industrie allemande à un dictateur capitaliste et à sa clique. L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand.

En Angleterre tous les plans de nationalisation sont tombés à l'eau. Au lieu de réaliser les projets de nationalisation de la commission Sankey, le gouvernement appuie d'une levée de troupes le lock-out contre les mineurs anglais.

Le gouvernement français n'arrive à ajourner sa banqueroute économique que par une expédition de rapine en Allemagne. Il ne pense à aucune reconstruction systématique de son économie nationale. Même la reconstruction des contrées dévastées du Nord de la France, dans la mesure où elle est entreprise, ne sert qu'à l'enrichissement des capitalistes privés.

En Italie la bourgeoisie est montée à l'attaque de la classe ouvrière avec l'aide des bandes blanches des fascistes.

Partout la démocratie bourgeoise a dû se démasquer, plus complètement dans les vieux Etats démocratiques

bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écroulement impérialiste. Gardes-blanc, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, fascistes et Guardia Regia en Italie, Pinkertons, exclusion des députés socialistes des parlements, loi de lynch aux Etats-Unis, terreur blanche en Pologne, en Yougo-Slavie, en Roumanie, Lettonie, Esthonie, légalisation de la terreur blanche en Finlande, en Hongrie, et dans les pays Balkaniques, « lois communistes » en Suisse, France etc..., partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à faire tomber les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, ils ne peuvent pas les empêcher.

Déjà on voit le prolétariat allemand se préparer à la contre-attaque ; on voit les mineurs anglais, malgré la trahison des chefs trade-unionistes, tenir bon héroïquement pendant de longues semaines dans la lutte contre le capital minier. Nous voyons comment la volonté de combat s'accroît dans les rangs avancés du prolétariat italien après l'expérience qu'il a fait de la politique d'hésitation du groupe Serrati, volonté de combat qui s'exprime par la formation du Parti Communiste d'Italie. Nous voyons comment en France, après la scission, après la séparation des social-patriotes et des centristes, le parti socialiste commence à passer de l'agitation et de la propagande du communisme à des manifestations de masses contre les appétits rapaces de l'impérialisme français. En Tchéco-Slovaquie, nous assistons à la grève politique de décembre, entraînant malgré son manque complet d'une direction unique, un million d'ouvriers, et, comme conséquence, à la formation d'un Parti Communiste tchèque, parti des masses. En février nous avons eu en Pologne une grève des cheminots, dirigée par le Parti Communiste, et une grève générale en est résultée, et nous avons assisté à la décomposition progressive du Parti Soc. Polon. social-patriote.

Ce qu'il nous faut attendre, ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire : dans les circonstances données une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable.

3. La tâche la plus importante du moment

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aigue peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc...), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches

d'ouvriers corrompus par l'impérialisme, (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat. Dès sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a prescrit aux Partis Communistes de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de faire servir à l'éducation et à l'organisation du prolétariat toutes les possibilités que la constitution de l'Etat bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes : liberté de la presse, liberté de réunion et d'association et toutes les institutions parlementaires bourgeoises, si lamentable soient-elles, pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du communisme. A son 2ème Congrès, l'Internationale Communiste, dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes.

Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis Communistes ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'Internationale Communiste. Celle-ci par sa politique a amené les ouvriers révolutionnaires dans bien des Etats à se séparer non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2 1/2 qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Jouhaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétariennes, ce qui facilitera les combats à venir.

Le communisme allemand, grâce à la tactique de l'Internationale Communiste (action révolutionnaire dans les syndicats, lettre ouverte, etc...), d'une simple tendance politique qu'il était dans les combats de janvier et mars 1919, s'est changé en un grand parti des masses révolutionnaires. Il a acquis dans les syndicats une influence telle que la bureaucratie syndicale a été forcée d'exclure de nombreux communistes des syndicats par crainte de l'influence révolutionnaire de leur action syndicale, et de prendre sur elle l'odieuse de la scission.

En Tchéco-Slovaquie, les communistes ont réussi à gagner à leur cause la majorité des ouvriers organisés.

En Pologne, le Parti Communiste, grâce surtout à son travail de sappe dans les syndicats, a su non seulement entrer en contact avec les masses, mais devenir leur guide dans la lutte, malgré les persécutions monstrueuses qui contraignent les organisations communistes à une existence absolument clandestine.

En France, les communistes ont conquis la majorité au sein du Parti socialiste.

En Angleterre, le processus de consolidation des groupes communistes sur le terrain des directives tactiques de l'Internationale Communiste se termine et l'influence croissante des communistes oblige les socialistes-traitres à essayer de rendre impossible aux communistes l'entrée dans le Labour Party.

Les groupes communistes sectaristes par contre (comme le K. A. P. D. etc.), n'ont pas rencontré sur leur voie un seul succès. La théorie du renforcement du communisme par la propagande et l'agitation seules, par la fondation de syndicats communistes distincts, a fait complètement faillite. Nulle part aucun Parti communiste de quelque influence n'a pu être fondé de cette façon.

4. La situation au sein de l'Internationale Communiste.

Dans cette voie menant à la formation de partis communistes de masses, l'Internationale Communiste n'est pas allée suffisamment loin partout. Et même dans deux des pays les plus importants du capitalisme victorieux elle a encore tout à faire dans ce domaine.

Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, dans lesquels déjà avant la guerre pour des raisons historiques, il n'existait aucun mouvement révolutionnaire de quelque ampleur, les communistes ont toujours devant eux les tâches primordiales les plus simples : la formation d'un noyau communiste et son rattachement aux masses ouvrières. La crise économique, qui a fait 5 millions d'ouvriers sans travail, fournit pour cela un terrain très favorable. Conscient du danger qui le menace d'une radicalisation du mouvement ouvrier et de son influenciation par les communistes, le capital américain essaie de briser le jeune mouvement communiste par des persécutions barbares, de l'anéantir et de le contraindre à l'illégalité, dans laquelle, pense-t-il, ce mouvement, sans contact avec les masses, dégénérerait en une secte de propagande et se dessècherait.

L'Internationale Communiste attire l'attention du Parti Communiste Unifié d'Amérique sur le fait que l'organisation illégale ne doit constituer qu'un terrain de rassemblement, de clarification, pour les forces communistes les plus actives, mais que le Parti Unifié a le devoir de tenter tous les moyens et toutes les voies pour sortir de ses organisations illégales et atteindre les grandes masses ouvrières en fermentation ; qu'il a le devoir de trouver les formes et les voies propres à concentrer politiquement ces masses dans leur vie publique en vue de la lutte contre le capital américain.

Le mouvement communiste anglais, lui non plus, n'a pas encore réussi, malgré la concentration de ses forces en un Parti Communiste uni, à devenir un Parti de masses.

La désorganisation durable de l'économie anglaise, l'aggravation inouïe du mouvement gréviste, le mécontentement croissant des grandes masses populaires à l'égard du régime de Lloyd George, la possibilité d'une victoire du Labour Party et du Parti libéral aux prochaines élections parlementaires, tout cela ouvre dans le développement de l'Angleterre de nouvelles perspectives révolutionnaires et pose devant les communistes anglais des questions d'une importance extrême.

La première et principale tâche du Parti Commu-

niste d'Angleterre est de devenir un Parti de masses. Les communistes anglais doivent se placer de plus en plus fermement sur le terrain du mouvement de masses existant en fait et se développant sans cesse ; ils doivent pénétrer dans toutes les particularités concrètes de ce mouvement et faire des revendications isolées ou partielles des ouvriers le point de départ de leur propre agitation et propagande inlassable et énergique.

Le puissant mouvement gréviste met à l'épreuve, aux yeux de centaines de milliers et de millions d'ouvriers le degré de capacité, de fidélité, de constance et de conscience des trade-unions et de leur chefs. Dans ces conditions, l'action des communistes au sein des syndicats acquiert une importance décisive. Aucune critique du Parti, venant du dehors, ne saurait même dans une mesure éloignée exercer sur les masses une influence semblable à celle qui peut être exercée par le travail quotidien et constant des noyaux communistes dans les syndicats, par le travail tendant à démasquer et à discréditer les traîtres et les bourgeois du trade-unionisme, qui en Angleterre plus encore que dans tout autre pays, sont le jouet politique du capital.

Si dans d'autres pays, la tâche des partis communistes devenus partis de masses consiste dans une importante mesure à prendre l'initiative d'actions de masses, en Angleterre la tâche du Parti Communiste consiste avant tout, sur la base des actions de masses qui se développent en fait, à montrer par son propre exemple et à prouver que les communistes sont capables d'exprimer justement et courageusement les intérêts, les besoins et les sentiments de ces masses.

Les Partis communistes de masses de l'Europe Centrale et Occidentale se trouvent en pleine formation de leur méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaire, en pleine formation de méthodes d'organisation répondant à leur caractère de combat, enfin en pleine transition de la propagande et de l'agitation communistes à l'action. Ce processus est entravé par le fait que dans bien des pays l'entrée des ouvriers devenus révolutionnaires dans le camp du communisme s'est accomplie sous la direction de chefs qui n'ont pas encore surmonté leurs tendances centristes et qui ne sont pas en état de mener une efficace agitation et propagande communistes dans le peuple, qui craignent même cette propagande parce qu'ils savent qu'elle conduirait les Partis aux combats révolutionnaires.

Ces tendances centristes ont mené en *Italie* à la scission du Parti. Les chefs du Parti et des syndicats groupés autour de Serrati, au lieu de transformer les mouvements spontanés de la masse ouvrière et son activité croissante en une lutte consciente pour le pouvoir, lutte pour laquelle la situation était mûre en Italie, laissèrent ces mouvements s'enliser. Le communisme n'était pas pour eux un moyen de secouer et de concentrer les masses ouvrières en vue du combat. Et parce qu'ils craignaient le combat, ils durent délayer la propagande et l'agitation communistes et la conduire dans les eaux centristes. Ils renforcèrent de la sorte l'influence des réformistes comme Turatti et Treves dans le Parti et comme d'Aragona dans les syndicats. Comme ils ne se distinguaient des réformistes, ni par la parole ni par les actes, ils se voulaient pas non plus se séparer d'eux. Ils préférèrent se séparer des communistes. La politique de la tendance Serrati, en renforçant d'une part l'influence des réformistes, créa d'aut-

re part le double danger de renforcer les anarchistes et les syndicalistes et d'engendrer des tendances anti-parlementaires radicales uniquement en paroles dans le Parti même.

La scission de Livourne, la formation du Parti Communiste d'Italie, la concentration de tous les éléments réellement communistes sur le terrain des décisions du 2ème Congrès de l'Internationale Communiste en un Parti communiste feront du communisme dans ce pays une force de masses, pourvu que le Parti Communiste d'Italie combatte sans relâche et sans faiblesse la politique opportuniste du Serratisme et se donne ainsi la possibilité de rester lié aux masses du prolétariat dans les syndicats, dans les grèves, dans les luttes avec les organisations contre-révolutionnaires des fascistes, de fonder ensemble les mouvements de ces masses et de transformer en combats soigneusement préparés leurs actions spontanées.

En France, où le poison chauvin de la « défense nationale » et ensuite l'ivresse de la victoire ont été plus forts que partout ailleurs, la réaction contre la guerre s'est développée plus lentement que dans les autres pays. Grâce à l'influence de la Révolution Russe, aux luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes et à l'expérience des premières luttes du prolétariat français trahi par ses chefs, le Parti Socialiste a évolué dans sa majorité vers le communisme, avant même d'avoir été placé par le cours des événements devant les questions décisives de l'action révolutionnaire. Cette situation sera d'autant mieux et d'autant plus largement utilisée par le Parti Communiste Français qu'il liquidera plus catégoriquement dans son propre sein surtout dans les milieux dirigeants — les survivances de l'idéologie du pacifisme nationaliste et du réformisme parlementaire. Le Parti doit, dans une mesure bien plus grande, non seulement par rapport au passé, se rapprocher des masses et de leurs couches opprimées et donner l'expression claire, complète et inflexible de leurs souffrances et de leurs besoins. Dans sa lutte parlementaire, le Parti doit rompre catégoriquement avec les formes repoussantes et pénétrées de mensonge du parlementarisme français, consciemment forgées par la bourgeoisie pour hypnotiser et intimider les représentants de la classe ouvrière. Les parlementaires français doivent s'efforcer, dans toutes leurs interventions, d'arracher le voile national-démocrate, républicain et traditionnellement révolutionnaire, et de présenter nettement toute question comme une question d'intérêt et d'impitoyable lutte de classes.

L'agitation pratique doit prendre un caractère beaucoup plus concentré, plus tendu et plus énergique. Elle ne doit pas se disperser à travers les situations et les combinaisons changeantes et variables de la politique quotidienne. De tous les événements petits ou grands, elle doit toujours tirer les mêmes conclusions fondamentales révolutionnaires et les inculquer aux masses ouvrières même les plus arriérées. Ce n'est qu'à la condition d'observer cette attitude véritablement révolutionnaire que le Parti Communiste cessera de paraître — et d'être en réalité — une simple aile gauche de ce bloc radical longuetteste qui offre avec une insistance et un succès de plus en plus grands ses services à la société bourgeoise pour la protéger des ébranlements qui s'annoncent en France, avec une logique inflexible. Abstraction faite de la question de savoir si ces événements révolutionnaires décisifs arriveront plus ou moins tôt, un Parti Communiste morale-

ment éduqué, entièrement pénétré de volonté révolutionnaire, trouvera la possibilité, même dans l'époque actuelle de préparation, de mobiliser les masses ouvrières sur le terrain politique et économique et de donner à leur lutte un caractère plus clair et plus vaste.

Les tentatives faites par des éléments révolutionnaires impatients et politiquement inexpérimentés, voulant employer dans des questions et pour des buts isolés les méthodes extrêmes qui par leur essence constituent les méthodes du soulèvement révolutionnaire décisif du prolétariat (ainsi la proposition d'inviter la classe 19 à ne pas répondre à la mobilisation), ces tentatives peuvent en cas d'application réduire à néant pour longtemps la préparation réellement révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est un devoir pour le Parti Communiste français, ainsi que pour tous les partis analogues, de repousser ces méthodes extrêmement dangereuses. Mais ce devoir ne doit en aucun cas donner lieu à l'inactivité du Parti. Bien au contraire.

Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie d'outillant nécessairement du caractère de leur action : il consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le Parti Communiste donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir.

En considération de ce fait, le Parti Communiste Français doit faire la critique, sous une forme amicale mais décisive et claire, de toutes les tendances anarchistes-syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante, centralisée, c'est-à-dire en un Parti Communiste, ainsi que de toutes les tendances syndicalistes transitoires qui, sous le manteau de la charte d'Amiens, élaborée, huit ans avant la guerre, ne sauraient plus donner aujourd'hui une réponse claire et nette aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre.

La haine qui se manifeste dans le syndicalisme français contre l'esprit de caste politique est avant tout une haine bien justifiée contre les parlementaires « socialiste-draditionnels ». Mais le caractère purement révolutionnaire du Parti Communiste lui donne la possibilité de faire comprendre à tous les éléments révolutionnaires la nécessité du groupement politique dans le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

La fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble est une condition nécessaire et indispensable de toute lutte sérieuse du prolétariat français.

L'on ne parviendra à surmonter et à écarter les tendances vers l'action prématurée et à vaincre l'imprécision de principes et le séparatisme d'organisation des syndicalistes-révolutionnaires que lorsque le Parti lui-même, comme nous l'avons dit plus haut, sera devenu, en traitant de façon vraiment révolutionnaire toute question de la vie et de la lutte quotidienne des masses ouvrières françaises, un centre d'attraction pour elles.

En Tchéco-Slovaquie les masses laborieuses, au cours de ces deux ans et demi, se sont en grande partie affranchies des illusions réformistes et nationalistes. En septembre dernier, la majorité des ouvriers social-démocrates s'est séparée de ses chefs réformistes. En dé-

semble un million d'ouvriers environ, sur les 3 millions et demi de travailleurs industriels que compte la Tchéco-Slovaquie, s'opposa en une action révolutionnaire de masses au gouvernement capitaliste Tchéco-Slovaque. Au mois de mai de cette année le Parti Communiste Tchéco-Slovaque s'est constitué avec environ 350.000 membres à côté du Parti Communiste de la Bohême allemande précédemment formé et comptant environ 600.000 membres. Les communistes constituent ainsi une grande partie non seulement du prolétariat de la Tchéco-Slovaquie, mais aussi de toute sa population. Le Parti Tchéco-Slovaque se trouve placé maintenant devant ce problème d'attirer, au moyen d'une agitation véritablement communiste, des masses ouvrières encore plus étendues, d'instruire des membres, anciens ou nouvellement acquis, par une propagande communiste claire et sans timidité, d'unir les ouvriers de toutes les nationalités de Tchéco-Slovaquie pour former un front ininterrompu des prolétaires contre le nationalisme, cette citadelle de la bourgeoisie en Tchéco-Slovaquie, et de transformer la force ainsi créée du prolétariat au cours des combats à venir contre les tendances oppressives du capitalisme et contre le gouvernement en une puissance invincible. Le Parti communiste de Tchéco-Slovaquie sera d'autant plus promptement à la hauteur de cette mission qu'il saura avec clarté et décision vaincre toutes les traditions et préjugés centristes, qu'il mènera une politique éduquant révolutionnairement et concentrant les plus grandes masses du prolétariat et qu'il sera ainsi en mesure de préparer ces actions des masses et de les exécuter victorieusement. Le Congrès décide que les Partis Communistes Tchéco-Slovaque et allemand-bohémien doivent fusionner leurs organisations et former un Parti unique dans un délai à déterminer par le Comité Exécutif.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne né de l'union du groupe Spartacus avec les masses ouvrières des Indépendants de gauche, quoique étant déjà un grand Parti de masse, a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses, de renforcer les organisations de masses prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale et de deviner dans les luttes futures du prolétariat les chefs des mouvements de masses. Cette tâche principale du Parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donné la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne.

Le Parti Unifié d'Allemagne ne s'est pas encore montré à la hauteur de cette tâche, en ce qui concerne l'ampleur et le contenu de l'agitation. Il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a prise par sa « lettre ouverte », la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat à la politique traîtresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale. La presse et l'organisation du Parti portent encore trop le cachet de sociétés et non d'instruments et d'organisations de lutte. Les tendances centristes qui s'expriment encore dans ce Parti et qui n'y ont pas encore été surmontées ont mené d'une part à cette situation que le Parti, placé devant la nécessité du combat, dut y entrer sans préparation suffisante et ne sut pas garder suffisamment la liaison morale avec les masses non communistes. Les exigences d'action qui se-

ront bientôt imposées au Parti Communiste Unifié l'Allemagne par le processus de destruction de l'économie allemande, par l'offensive du capital contre l'existence des masses ouvrières, ne sauraient être satisfaites que si le Parti, loin d'opposer à son but d'action ses buts d'agitation et d'organisation, tient toujours éveillé l'esprit de combativité dans son organisation, donne à son agitation un caractère réellement populaire, revêt son organisation d'une forme qui la mette en mesure, en développant sa liaison avec les masses, de poser de la façon la plus soignée la situation de la lutte et de préparer non moins soigneusement cette lutte.

Les Partis de l'Internationale Communiste deviendront des Partis de masses révolutionnaires, s'ils savent vaincre l'opportunisme, ses survivances et ses traditions, dans leurs propres rangs, en cherchant à se lier étroitement aux masses ouvrières combattantes, en puisant leurs buts dans les luttes pratiques du prolétariat, en repoussant au cours de ces luttes aussi bien la politique opportuniste de l'aplanissement et de l'effacement des antagonismes insurmontables que les phrases révolutionnaires qui empêchent de voir le rapport réel des forces et les véritables difficultés du combat. Les partis communistes sont nés de la scission des anciens partis social-démocrates. Cette scission résulte du fait que ces partis ont trahi pendant la guerre par une alliance avec la bourgeoisie ou par une politique hésitante cherchant à éviter toute lutte. Les principes des partis communistes forment le seul terrain sur lequel les masses ouvrières pourraient à nouveau se réunir, car ces principes expriment les besoins de la lutte du prolétariat. Et puisqu'il en est donc ainsi, ce sont actuellement les partis et les tendances social-démocrates et centristes qui représentent la division et le morcellement du prolétariat, tandis que les partis communistes constituent un élément d'union.

En Allemagne ce sont les centristes qui se sont séparés de la majorité de leur parti, lorsque celle-ci suivit le drapeau du communisme. Par crainte de l'influence unificatrice du communisme, les social-démocrates et les Indépendants d'Allemagne, ainsi que la bureaucratie syndicale social-démocrate refusèrent de collaborer en des actions communes avec les communistes à la défense des intérêts les plus simples du prolétariat. En Tchéco-Slovaquie, ce furent les social-démocrates qui firent sauter l'ancien parti lorsqu'ils se rendirent compte du triomphe du communisme. En France ce furent, les longuettistes qui se séparèrent de la majorité des ouvriers socialistes, tandis que le Parti Communiste s'efforça d'unir les ouvriers socialistes et syndicalistes. En Angleterre ce furent les réformistes et les centristes qui, par crainte de leur influence, chassèrent les communistes du Labour Party et sabotèrent la concentration des ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes. Les partis communistes deviennent ainsi des facteurs d'union du prolétariat dans sa lutte pour ses intérêts, et dans la conscience de leur rôle ils amasseront de nouvelles forces.

5. Combats et revendications partiels.

Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes,

en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leur besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétaires à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie, qui maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social-démocratie trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, joue encore un rôle l'idée lassalienne de fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique pour en faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe-créux : la classe ouvrière souffre aujourd'hui dans tous les Etats capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ses coups en poursuivant un objet trop subtil tout à fait imaginaire. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui dans leur ensemble pourront con-

stituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste.

Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle du prolétariat. (Secours technique des briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des cheminots anglais, fascistes). La bourgeoisie mobilise également tout le mécanisme de l'Etat pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusques et y compris celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces reven-

dications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industrie et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'il prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'il créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat : le Parti Communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont voulu essayer d'entraîner dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les Indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un Lumpen prolétariat, les communistes doivent se rendre clairement compte que dans les conditions actuelles l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit

être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement de l'influence des chefs traités. Le parti communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer dans des conditions favorables l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au-delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée ; en un mot il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahi par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche de sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leurs sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.

6. La préparation de la lutte.

Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les Paris communistes d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquiescer à ce mordant nécessaire que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait dans cette agitation se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquiescer la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir. Les organes et les manifestes du Parti communistes ne doivent pas être des publications académiques qui cherchent à prouver théoriquement la justesse du communisme ; ils doivent être des cris d'appel à la révolution prolétarienne. L'action des communistes dans les Parlements ne doit pas tendre à discuter avec l'ennemi ou à le persuader, mais à le démasquer sans réserve et sans merci, à démasquer les agents de la bourgeoisie, à secouer la volonté de combat des masses ouvrières et à amener les couches petit-bourgeoises semi-prolétaires du peuple à se joindre au prolétariat. Notre travail d'organisation dans les syndicats comme dans les Partis ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs ; il doit

être pénétré du sentiment des luttes prochaines. Ce n'est que lorsque le Parti, dans toutes ses manifestations de vie et dans toutes ses formes d'organisation, sera la volonté de combat faite corps, qu'il sera en mesure d'accomplir sa mission dans les moments où les conditions nécessaires à de plus grandes actions combatives seront réunies.

Là où le Parti Communiste représente une force massive, où son influence s'étend, au-delà des cadres de ses organisations propres de Parti, sur les larges masses ouvrières, il a le devoir d'inciter par l'action les masses ouvrières au combat. De grands Partis de masses ne sauraient se contenter de critiquer la carence d'autres Partis et d'opposer les revendications communistes aux leurs. C'est sur eux, en tant que partis des masses, que repose la responsabilité du développement de la révolution. Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe Occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où par conséquent on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis communistes ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres Partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclenchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les Partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part de Partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capable de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres Partis (voir la lettre ouverte du V. K. P. D., qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions). Si la pression du Parti Communiste dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du Parti communiste d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. Cette politique indépendante consistant à faire défendre les intérêts vitaux du prolétariat par sa fraction la plus consciente et la plus active ne sera couronnée de succès, ne réussira à secouer les masses retardataires que si les buts du combat découlant de la situation concrète, sont compréhensibles aux larges masses, et si ces masses voient dans ces buts leurs buts propres, tout en n'étant pas encore capables de combattre pour eux.

Le Parti communiste ne doit cependant pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le Parti communiste est, dans la période de la révolution mondiale, de par son essence même, un Parti d'attaque, un Parti d'assaut contre la société capitaliste ; il a pour devoir, dès qu'une lutte défensive prend contre la société capitaliste, de la profondeur et de l'ampleur, de l'agrandir en une offensive. Le Parti a de plus le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

(Fin au prochain numéro)





Ouvrages de L. TROTSKY

COURS NOUVEAU (1923).....	3 »
VERS LE CAPITALISME OU VERS LE SOCIALISME (1925)	3 50
LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931)	1 50
ET MAINTENANT ? (1932).....	3 »
LA SEULE VOIE (1932).....	1 50
QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION D'OCTOBRE? (1932) ...	0 50

QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE 1 »

Collections de LA LUTTE DE CLASSES :

Année 1930 (n^{os} 17 à 26)..... 30 »

Année 1931 (n^{os} 27 à 35)..... 20 »

Les années 1928 et 1929 sont épuisées.



En vente à la Vérité

11, Rue des Envierges, Paris (20^e)

Nous avons déjà réimprimé dans *La Lutte de Classes* les principaux documents du 1^{er} et 2^e congrès de l'Internationale Communiste. Dans ce numéro se trouve la thèse du 3^e congrès (1921). Dans les suivants nous réimprimerons la thèse sur le front unique ouvrier de décembre 1921, et les documents principaux du 4^e congrès 1932.

Cependant, sous peine de transformer notre revue en un recueil de documents, il nous était impossible de publier tous les documents issus de ces congrès. Ce que nous publions ne constitue qu'une petite partie des travaux élaborés par eux. Nous nous proposons, en réunissant en volume les documents déjà réimprimés dans la *Lutte des Classes*, de les compléter par la totalité des thèses, résolutions et documents divers issus des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste.

Ainsi sera remise à portée de la main de tous les militants la pensée véritable de l'internationalisme prolétarien, l'expérience théorique, stratégique et tactique irremplaçable élaboré par l'I. C. sous la direction immédiate de Lénine et de Trotsky.

Dès aujourd'hui, nous mettons en souscription le volume comprenant les

MANIFESTES, THÈSES ET RÉOLUTIONS

DES

I^e, II^e, III^e, IV^e, CONGRÈS MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1922)

Le volume comprendra deux parties principales :

1^o *Manifestes, thèses et résolutions intéressant l'Internationale Communiste tout entière;*

2^o *Les principaux documents relatifs à l'action du Parti Communiste français dans l'Internationale Communiste.*

Ce volume comprendra approximativement 200 pages de texte serré sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 500 ou 600 pages ordinaires d'un volume in-12^o.

Sa date de parution sera approximativement fin avril.

Chacun de nos camarades comprendra l'importance de cette publication et estimera à sa valeur l'instrument redoutable que constituent ces textes contre le centrisme, l'opportunisme et la social-démocratie.

Mais cette publication constitue une tâche très lourde. La mise de fond nécessaire est importante. C'est pourquoi nous mettons ce volume en souscription dès à présent, en demandant à tous nos amis de nous en envoyer le montant sans tarder.

LE VOLUME EST MIS EN SOUSCRIPTION AU PRIX DE 15. FRANCS. Son prix de vente est de 20 francs.

Les camarades souscripteurs recevront le volume dès sa parution.

Et pour commencer, que chacun de nos lecteurs remplisse le bulletin de souscription ci-dessous et nous l'adresse sans tarder.

Nom

Adresse

déclare souscrire à exemplaire des *Manifestes, thèses et résolutions*
des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, au prix
de 15 francs (par mandat-carte, etc.).

Le volume devra m'être adressé franco de port dès sa parution.

....., le 1933.

Signature :

A adresser à l'Administration de *La Lutte de Classes*, 23, rue des Vinaigriers,
Paris (10^e).